

L'ORGANISATION
du relèvement économique
dans le Nord libéré

UN AN
de
Reconstitution Industrielle
(1918-1919)

THÈSE pour le Doctorat en Droit

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Soutenue le Lundi 26 Janvier 1920, à 15 heures 1/2

PAR

ROBERT STAHL

JURY :

Président : M. RIST

Suffragants : } MM. Fernand FAURE
GERMAIN-MARTIN

1920

Imprimerie A. DEVOS
204, Rue Solférino
LILLE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'ORGANISATION
du relèvement économique
dans le Nord libéré

UN AN
de
Reconstitution Industrielle
(1918-1919)



THÈSE pour le Doctorat en Droit

(SCIENCES POLITIQUES ET ÉCONOMIQUES)

Soutenue le Lundi 26 Janvier 1920, à 15 heures 1/2

PAR

ROBERT STAHL

JURY :

Président : M. RIST

Suffragants : } MM. Fernand FAURE
GERMAIN-MARTIN

1920

Imprimerie A. DEVOS
204, Rue Solférino
LILLE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552810_0071

Ce travail est divisé en trois parties.

La première est consacrée à l'historique de la reconstitution industrielle, depuis l'année 1915 jusqu'en octobre 1918.

A cette époque, qui est celle de la libération des territoires occupés, commence l'étude proprement dite de son organisation, telle qu'elle fonctionne encore aujourd'hui : L'Office de Reconstitution Industrielle avec ses régimes d'avances, et les Sociétés tiers-mandataires de l'Etat avec leurs services de cession, forment le sujet de la seconde partie.

« L'orientation nouvelle de la reconstitution industrielle .. à un tournant de son histoire, est traitée dans la troisième. Elle comporte l'étude du régime des avances en espèces pour les industriels sinistrés, qui vient d'être institué et constitue une nouveauté, dont il n'est pas encore possible d'envisager toutes les conséquences. Elle traite du projet de création d'un établissement de Crédit National, qui sera l'œuvre de demain pour solutionner les problèmes financiers que soulèvent les difficultés du relèvement économique des régions libérées.

L'ensemble de ces trois parties n'a d'autre dessein que d'apporter une première contribution à l'étude de la reconstitution industrielle, née d'hier, mais déjà dans son plein développement. Cette étude porte spécialement, en ce qui concerne l'organisation locale, sur les organismes du 1^{er} Secteur de Reconstitution, qui est formé des arrondissements les plus importants, en même temps que les plus éprouvés par la guerre, du Nord de la France. La similitude de situation et de moyens de reconstitution des différents secteurs permet, du reste, de généraliser ce travail et d'étendre la portée des développements qui vont suivre à l'ensemble de l'organisation de la reconstitution industrielle dans tous les départements victimes de l'invasion.

PREMIERE PARTIE

PENDANT L'OCCUPATION

PREMIÈRE PARTIE

PENDANT L'OCCUPATION

CHAPITRE I

L'INITIATIVE PRIVÉE

**L'Association Centrale pour la reprise de
l'activité industrielle dans les régions envahies.**

**Le Comptoir Central d'Achats industriels
pour les régions envahies.**

Six mois s'étaient écoulés depuis que l'ennemi occupait, dans le Nord de la France, dix départements, en totalité ou en partie.

Confiante, avec tous les Français, et croyant certainement plus prochaine qu'elle ne devait l'être, l'heureuse issue de la lutte engagée, la Chambre de Commerce de Paris émettait, le 12 mai 1915, l'avis que l'Etat devait se préoccuper du moyen de fournir aux sinistrés, aussitôt après la libération, les matières premières, l'outillage et les machines, « plus « utiles, disait-elle avec juste raison, qu'une indemnité en « argent, pour assurer la reprise immédiate du travail ».

Un « Comité d'étude », composé d'industriels de toutes les professions des régions envahies, faisant siens la remarque de la Chambre de Commerce de Paris et l'appel à l'initiative gouvernementale, se réunissait le 8 septembre suivant, pour se mettre en rapport avec les Pouvoirs publics. Le principe

d'une Association fut immédiatement admis, et celle-ci était créée le 22 novembre 1915.

Elle prit le titre d' « Association centrale pour la reprise de l'activité industrielle dans les régions envahies ». Constituée conformément à la loi du 1^{er} juillet 1901, elle définissait ainsi, dans ses statuts, l'objet de son programme d'action, que son titre seul suffisait du reste à indiquer : « L'Association « a pour but d'assurer la reprise rapide de l'activité industrielle dans les départements occupés par l'ennemi, au fur « et à mesure de leur libération ».

Pour présenter au point de vue technique toutes les garanties d'initiative, d'activité et de compétence, qu'une entreprise aussi considérable n'était capable de posséder qu'en faisant appel aux intéressés eux-mêmes, elle réunissait rapidement les concours les plus qualifiés qu'elle devait trouver chez les industriels réfugiés, chefs d'industries variées.

Quatre grandes divisions firent sentir leur nécessité pour un fonctionnement rationnel de l'Association, et, au début de l'année 1916, on pouvait compter quatre groupes d'industriels, réunissant plus de huit cents firmes adhérentes, se diviser la besogne entreprise, suivant le genre de leur industrie:

- 1^o Le textile ;
- 2^o La métallurgie, l'électricité et la construction mécanique ;
- 3^o L'industrie agricole (brasserie, distillerie, meunerie et sucrerie) ;
- 4^o Les industries diverses, ne pouvant se rattacher à aucune de celles énumérées ci-dessus.

Mais si le besoin de spécialisation s'était fait sentir pour l'étude des questions propres à chacun de ces groupes, le travail d'ensemble, utile en vue des mesures générales à préconiser, paraissait en même temps s'imposer. Une commission qui réunissait les représentants des quatre divisions de l'Association, fut créée dans ce but. Elle accepta la charge d'élaborer

« un programme de reconstitution industrielle à soumettre
« à l'approbation du Gouvernement. »

Le sujet était neuf, et toutes les initiatives pouvaient se donner libre cours.

Ne perdant pas de vue l'idée de la reprise en nature, qui de jour en jour s'imposait à tous les milieux sinistrés, la commission se mit à la recherche des mesures qui seraient les plus utiles, en même temps que les plus urgentes, à prendre au moment de l'évacuation des territoires occupés par l'ennemi. Il s'agissait d'abord de constater rapidement, et au fur et à mesure du recul des allemands, l'étendue des pertes en matériel et en matières de toute espèce occasionnées aux établissements industriels. Ceci avait pour but d'établir une nomenclature des reprises à faire en Allemagne, qui aurait été insérée dans les dispositions de l'armistice — pour ne pas perdre de temps — et, plus tard, dans les clauses du traité de paix. Elle devait se préoccuper ensuite de faire tenir à la disposition des sinistrés du matériel et des matières premières prêtes à remplacer rapidement ce qui aurait été enlevé ou détruit. Elle avait enfin mission de pourvoir à la reconstitution de la main-d'œuvre, en recherchant les moyens d'éviter la désertion des régions libérées, dont les ouvriers, momentanément sans travail, ne manqueraient pas de s'éloigner.

Une seconde commission, qui prenait le titre de « commission du matériel enlevé et détruit », devait élaborer la création d'un service de renseignements qui permettrait de faire les enquêtes nécessaires sur le territoire allemand, en vue de reprendre la quantité de machines, de matières et d'outillage dont la nomenclature serait contenue dans le traité de paix.

S'assignant, enfin, un troisième but, l'Association créait dans son sein une nouvelle commission, dite « des indemnités ». Son rôle devait être de s'occuper du mode de paiement du matériel réquisitionné, dont la reprise en nature n'était pas possible, et, d'une façon générale, des indemnités à allouer aux industriels sinistrés. Pour le remplir, elle

devait tenter de faire voter au plus tôt la loi de réparation des dommages de guerre, et se mettre en rapport avec les diverses organisations des sinistrés de toutes les catégories.

Quelle fut l'influence de l'Association Centrale, et quels résultats a-t-elle obtenus ? Notons d'abord un encouragement qui lui fut donné le 5 avril 1916 par le groupe parlementaire des représentants des départements envahis.

Il se traduisit sous la forme de la nomination d'une commission chargée d'étudier « les moyens financiers qui sont « nécessaires à l'Association Centrale pour la reprise de l'activité industrielle dans les régions envahies, à l'effet de prévenir l'œuvre de la reconstitution. »

L'Association avait, dès ce moment, attiré suffisamment l'attention des Pouvoirs publics pour qu'elle soit l'objet d'une subvention en vue de poursuivre ses travaux.

Le 28 octobre suivant, la sous-commission de ce groupe demandait au Gouvernement que soit soutenue l'œuvre entreprise par « l'Association Centrale », en approuvant à l'unanimité les termes et les conclusions d'un rapport, déposé à la Chambre le 31 octobre par l'un de ses membres.

Une importante et ancienne association, la Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale, adressait en juin 1916, aux divers Ministres intéressés, une demande pressante pour que le Gouvernement fasse « aux industriels des régions envahies, auxquels stocks et outillage ont été pris, transportés « au loin ou détruits, l'avance de l'indemnité que leur devra « l'ennemi vaincu, et ouvre à l'Association Centrale les crédits nécessaires à cet effet. »

C'était demander beaucoup !... C'était même beaucoup trop demander !

Cette marque de confiance était cependant une preuve de l'estime accordée à l'Association, puisque la Société d'Encouragement pour l'Industrie Nationale parlait au nom des principaux Syndicats industriels de France.

Le 10 décembre 1916, l'Union des Industries Textiles, qui ne

compte pas moins de 70 syndicats, groupant 3.000 établissements, occupant en temps normal plus de 800.000 ouvriers, adressait au Ministre du Commerce et de l'Industrie un vœu demandant « qu'en vue de la prompte reprise de la vie économique dans les régions actuellement envahies, d'importantes « réserves de matières premières, de matériel et d'outillage, « soient dès maintenant constitués au moyen d'avances que « consentirait le Gouvernement à l'Association Centrale. »

Ces approbations, qui venaient de tous les milieux à l'adresse de l'Association Centrale, témoignent de l'influence qu'elle avait déjà acquise dans l'année qui suivait sa fondation. Elle les méritait bien, car, seul organisme véritablement vivant, créé dans un but éminemment intéressant, elle collaborait, dans toute la mesure de ses moyens, à la grande œuvre du relèvement économique de la France.

Il faut bien dire qu'au début de 1917 l'initiative du Gouvernement en vue de la reconstitution industrielle était encore nulle.

Le Ministre des Finances d'alors le constatait du haut de la tribune de la Chambre (1), et la même constatation d'impuissance gouvernementale pour résoudre les problèmes que soulevait la question de la reconstitution industrielle, aurait pu encore être faite à la veille du vote de la loi du 6 août 1917.

Un premier résultat, qu'avait obtenu pendant ce temps l'Association Centrale, avait été de se concilier, avec la bienveillance des représentants des régions envahies, la confiance de l'ensemble des industriels intéressés à la question de la reconstitution. Ceux-ci étaient ses collaborateurs, ceux-là devaient être ses interprètes quand serait venu le moment où, les tâtonnements prenant fin, allait se dresser tout entier le problème des mesures à prendre.

Cette confiance, elle l'avait acquise par son activité éclairée,

(1) Séance de la Chambre du 7 mars 1917.

car, dans le courant des années 1916 et 1917, ses commissions avaient réussi à mettre au point les conclusions des travaux dont elle s'était proposé l'étude. Quatre rapports paraissaient successivement.

Le premier, déposé en février 1917, traitait « des moyens « utiles à la reconstitution de l'outillage et des stocks dans « les exploitations et établissements industriels. » Le second, daté du mois de mai, était consacré à la « reconstitution de « la main-d'œuvre. » Un troisième, en juin, préconisait les « mesures tendant à assurer le paiement rapide des bons de « réquisitions et indemnités dues aux industriels pour les faits « de guerre. » Le quatrième, paru un peu plus tard, indiquait les « moyens de remise en marche des usines. »

La question des reprises en nature en territoire ennemi est également traitée dans le premier de ces rapports. Il a certainement eu une influence sur l'orientation des discussions relatives à ces reprises pendant l'élaboration du traité de paix.

Le second, qui étudiait avec la question de la main-d'œuvre, le grand problème de la démobilisation, s'efforçait de donner des directives pour l'emploi, à leur retour, des centaines de mille ouvriers des départements envahis, rendus tout à coup à la vie civile dans leur région dévastée. En vue de leur permettre de retrouver, aussi rapidement que possible, la place qu'ils occupaient avant la guerre, l'Association Centrale, au cours de l'année 1917, instituait un « service de reconstitution de la main-d'œuvre ». Au cas, très probable où, par suite du délai indispensable à la remise en route des usines, les ouvriers ne pourraient rentrer immédiatement dans les établissements qui les employaient, elle devait s'efforcer de leur assurer un emploi provisoire dans un rayon aussi rapproché que possible de leur ancien foyer. Les industriels allaient trouver dans ce service une source précieuse de renseignements qui leur permettrait de réunir leur personnel à la cessation des hostilités, au fur et à mesure de leurs besoins. Après s'être mis en rapport avec les ouvriers mobilisés des régions envahies,

l'Association Centrale arrivait, dans le courant des années qui suivirent, à établir près de cent mille fiches d'ouvriers et d'employés, qui, désireux de profiter de ce service, lui avaient envoyé leur adhésion pour ce nouveau mode de placement.

Le troisième rapport, qui traitait du paiement des réquisitions et des indemnités de dommages de guerre, concluait au « vote le plus tôt possible de la loi de réparation » pour les sinistrés victimes des hostilités. Ses termes et ses conclusions rédigés d'accord avec ceux des autres organisations de sinistrés, ainsi qu'il avait été demandé de le faire, ne fut sans doute pas sans influence sur l'élaboration et le vote de la loi du 6 août 1917 (1).

Le quatrième rapport, s'appuyant sur des renseignements recueillis difficilement et fort incomplets, dressait une situation des industries de la région occupée au point de vue des dégâts déjà commis en 1916 et 1917. Il serait superflu d'en mentionner les conclusions, car il n'était pas possible alors de connaître, même approximativement, l'étendue du désastre que nous réservait l'ennemi dans la destruction de l'industrie des départements envahis. Les prévisions les plus incroyables ayant été dépassées dans la réalité, les « moyens de remise en marche des usines », préconisés par le rapport, apparaîtraient à l'heure actuelle d'une douloureuse ironie...

Tels ont été, en résumé, l'influence de l'Association Centrale pour la reprise de l'activité industrielle dans les régions envahies, et les résultats qu'elle a obtenus par son action coordonnée et méthodique au cours des trois premières années de son existence. Nous verrons quel a été son principal mérite, dans les lignes qui vont suivre. Elle a fait œuvre créatrice, et sa création, qui est le « Comptoir Central d'Achats industriels pour les régions envahies » est encore aujourd'hui un des piliers principaux de l'organisation de la reconstitution industrielle.

(1) Cette loi est étudiée dans les chapitres qui suivent.

Mais comment expliquer qu'une association, issue de la réunion de simples particuliers, ait pu avoir une influence suffisante pour créer un organisme aussi durable et dont l'importance, nous le verrons par la suite, fut si considérable?

C'est que toutes les classes sociales, patrons, employés et ouvriers, devaient être intéressées à la prompte remise en marche des entreprises industrielles, aussitôt qu'elle serait possible. Et l'Etat lui-même n'y était pas moins intéressé, car la reconstitution des régions envahies assurée dans le moindre temps, c'était le retour rapide de l'ouvrier et de l'employé à l'usine, avec la suppression des indemnités de chômage et des allocations. C'était aussi une des sources auxquelles s'alimente l'impôt, qui réapparaissait.

Ainsi l'Etat aurait dû normalement accueillir les initiatives qui s'offraient à collaborer bénévolement avec lui, pour achever l'œuvre de la victoire sur le terrain économique, quand il l'aurait eu assurée sur les champs de bataille.

L'Association Centrale portait des germes d'avenir, qui, nous l'avons constaté, avaient eu le don d'inspirer la confiance. Elle pouvait demeurer dans son rôle, en continuant à préconiser les mesures qui lui paraissaient nécessaires pour satisfaire aux besoins futurs de l'industrie des régions dévastées au jour de leur libération. Celui-ci ne lui suffisait plus.

Dès le courant de 1916, il lui apparut que la réalisation d'un de ses principaux objets : la reconstitution de l'outillage et des stocks, ne serait pleinement accomplie selon ses vues, que par une intervention active de sa part.

L'Association Centrale voulait agir par elle-même.

Or, formée sous le régime de la loi de 1901, elle était inapte à traiter des opérations commerciales, alors que ce qu'elle se proposait de faire avait pour condition essentielle la capacité juridique et commerciale.

Tenant à continuer, d'une part, l'œuvre entreprise depuis bientôt un an, et, d'autre part, très décidée à organiser commercialement la reconstitution de l'outillage et des stocks,

elle prit l'initiative de la formation d'une Société anonyme, à laquelle elle donna le nom de « Comptoir Central d'Achats industriels pour les régions envahies ».

L'Assemblée générale constitutive de cette Société eut lieu le 2 août 1916. Son capital, fixé à un million de francs, fut entièrement souscrit par des membres de l'Association Centrale et divisé en actions de 100 francs. Le chiffre minime des actions, et la division qui en fut faite entre 226 actionnaires, avaient été voulus par les fondateurs de la Société, pour garder dans cette entreprise une juste représentation des intérêts des petits comme des grands industriels et en vue d'accuser nettement le caractère d'étroite solidarité qui unissait les sinistrés de l'industrie des régions envahies.

L'Etat, si étonnante que puisse paraître la chose, n'était pas intervenu dans cette entreprise, et il faut rendre hommage à l'énergie et à l'audace de ces simples particuliers, qui, poursuivant un but d'intérêt général, se trouvaient cependant seuls, sans concours assuré des Pouvoirs publics, pour mener à bien et mettre sur pied la nouvelle Société.

Il est, d'ailleurs, juste de dire qu'ils escomptaient, mais sans avoir la certitude pour l'avenir, l'appui que leur devait l'Etat et qu'il leur avait laissé entrevoir par l'entremise officielle du Ministre du Commerce et de l'Industrie.

Le Comptoir ne pouvait, malgré cette perspective, entreprendre des opérations sans que ce concours lui ait été accordé par une reconnaissance officielle de l'Etat. Il lui manquait, en outre, son appui financier, qui lui était indispensable.

Le Ministre des Finances, comprenant bientôt toute l'importance de l'entreprise qui voulait vivre puisqu'elle était née, s'employa, d'accord avec son collègue du Commerce et de l'Industrie, à obtenir ce qu'elle réclamait.

L'Association Centrale avait trouvé et préparé une combinaison, dont nous étudierons le détail avec la loi qui l'a admise, pour permettre à la Société de remplir le rôle qu'elle

désirait jouer. Son caractère de nouveauté ne laissait pas, à la vérité, de présenter certaines difficultés...

Il fallut un an pour qu'elle soit acceptée. Un projet de loi, portant ouverture au Ministre du Commerce et de l'Industrie d'un crédit de 250 millions de francs « pour procéder à des « opérations d'achat et de cession en vue de la reconstitution « industrielle des régions envahies », fut définitivement adopté par les Assemblées législatives. La loi fut promulguée à la date du 6 août 1917.

Elle prévoyait (1), d'une part, que la reconstitution industrielle des régions envahies serait assurée par un « Office de Reconstitution Industrielle », créé au Ministère du Commerce et de l'Industrie.

D'autre part, elle décidait, dans son article 4, que des « tiers mandataires » de l'Etat pouvaient être chargés, en vertu d'une convention passée avec l'Office de Reconstitution Industrielle, représenté par le Ministre du Commerce et de l'Industrie, de lui soumettre les bases des programmes d'achats, rechercher les fournisseurs et discuter avec eux, faire les commandes, veiller à leur exécution, recevoir et emmagasiner les marchandises, les céder enfin aux industriels intéressés.

C'était une nouveauté considérable ! La convention, prévue par la nouvelle loi — prévue spécialement à l'intention du Comptoir Central d'Achats, — fut signée le 4 octobre suivant par les Ministres du Commerce et de l'Industrie et des Finances, représentant l'Etat, et par le Président du Conseil d'Administration du Comptoir Central d'Achats Industriels pour les régions envahies.

A compter de ce jour et en vertu de cette convention légale, le Comptoir Central était devenu un mandataire de l'Etat.

Le Comptoir devait donc acheter pour le compte de celui-ci

(1) Nous n'en étudions, dans cette partie historique, que les articles qui éclairent le rôle du Comptoir Central d'Achats et ses rapports avec l'Office de Reconstitution Industrielle.

le matériel, les matières premières, l'outillage, et les céder aux industriels sinistrés au fur et à mesure des possibilités de remise en marche de leurs usines dans les régions envahies. Ces cessions pourraient leur être faites dans la mesure de la valeur de remplacement des objets ou matières détruits, et à valoir sur le montant des indemnités qui leur seraient dues.

C'était là le principal objet du Comptoir, et il répondait bien ainsi à la pensée qui avait présidé à sa création, en vue de satisfaire aux besoins dans l'avenir, tout en se pliant aux nécessités de l'heure présente. En effet, pour la plupart des industriels sinistrés, l'absence de disponibilités risquait de les laisser impuissants devant les destructions accomplies chez eux par l'ennemi. Le Comptoir leur apportait une aide immédiate pour travailler dès que possible à les réparer.

Il pouvait aussi servir d'intermédiaire pour acheter, au compte des industriels les plus favorisés, disposant de ressources, avec les fonds que ceux-ci lui confieraient, ce qui leur serait nécessaire pour la remise en route de leurs usines.

Le Comptoir, enfin, entendait, conformément du reste à ses statuts, ne faire aucun bénéfice sur ces diverses opérations. Seul un intérêt de 5 % l'an devait être attribué au capital effectivement versé, tous les excédents à provenir des légères commissions réclamées pour couvrir les frais généraux, étant, après les amortissements obligatoires, intégralement retournés à l'Etat ou aux industriels, suivant qu'il s'agissait de commandes passées par l'un ou par les autres. L'Inspection Générale des Finances était chargée de vérifier la comptabilité du Comptoir (articles 11 et 12 de la loi).

Ainsi toute l'œuvre entreprise était inspirée du plus absolu désintéressement, et les résultats qu'elle obtint vinrent récompenser l'effort de ses organisateurs.

Nul n'était, du reste, mieux qualifié que les industriels sinistrés eux-mêmes pour effectuer, dans des conditions les meilleures, les achats de ce dont ils avaient besoin.

Au point de vue de l'économie pratique, constatons que,

par l'organisation des achats en commun, c'était une diminution importante de frais généraux qui était réalisée ; c'était aussi l'abaissement du prix des transports par le groupement des marchandises ; c'était encore une entrave à la hausse inévitable des prix et à la spéculation, que n'aurait pas manqué de provoquer la coïncidence de plusieurs milliers de demandes simultanées au moment de la libération des régions envahies ; c'était enfin, grâce à ses moyens d'action et à la puissance d'achat qu'il représentait, un intermédiaire presque indispensable pour obtenir des fournisseurs des facilités de paiement et la livraison rapide des commandes.

« C'est par lui que les intérêts de nos malheureux compatriotes restés sous le joug ennemi seront sauvegardés, et c'est lui qui nous donne l'espérance que nous serons prêts à l'heure voulue... » disait en novembre 1917, le Ministre actuel des régions libérées, dans un article qu'il consacrait à la reconstitution des régions envahies, en parlant de la création du Comptoir Central.

Cet éloge témoigne de l'importance déjà prise à cette époque par l'organisation nouvelle, moins de seize mois après sa création.

Un an plus tard sonnait l'heure si ardemment désirée et tant attendue de la délivrance du territoire.

Le Comptoir Central avait beaucoup travaillé et se trouvait, au moment de l'armistice, prêt à remplir la mission qu'il s'était assignée. Aidé dans sa lourde tâche par l'Association dont il était sorti, il se présentait aux industriels sinistrés, rendus à la liberté après quatre ans de captivité, avec un passé déjà rempli d'efforts, fécond en résultats et garant de son activité éclairée pour l'avenir...

CHAPITRE II

L'ACTION DES POUVOIRS PUBLICS

L'Office de Reconstitution Industrielle

(La loi du 6 Août 1917)

Quel avait été, pendant ce temps, le rôle des Pouvoirs publics dans la grande œuvre de préparation de la reconstitution industrielle ?

Reconnaissons d'abord que ce sont les particuliers qui furent les précurseurs et les pourvoyeurs de l'Etat, au point de vue des initiatives, des travaux, et des réalisations qui préparèrent l'effort du législateur, lent à venir et tardif à se manifester...

Les premières préoccupations gouvernementales avaient été de constater, dans l'étendue où la chose était possible, les dommages résultant des faits de guerre. On trouve, dès le mois d'octobre 1914, des circulaires ministérielles (1) qui, traitant de la question, se succèdent à intervalles rapprochés, pour organiser dans ses détails, avec leur constatation, l'évaluation des dommages de guerre.

On comprend que celle-ci, qui est une opération préliminaire pour entreprendre l'œuvre de la reconstitution, ait été le premier souci du Gouvernement, et on aurait admis que la question des réparations pécuniaires à accorder aux sinistrés eût été la seule qu'il ait à envisager, si la guerre avait

(1) La première, en date du 27 octobre 1914.

été terminée dans un court espace de temps. Il aurait paru normal qu'il en fût ainsi dans ce cas, car les dégâts occasionnés n'auraient été en rien comparables à ceux qui furent faits, en raison de la longue durée des hostilités ; et les sinistrés se seraient trouvés à même de les réparer, sans aucun autre secours que celui des indemnités auxquelles ils pouvaient prétendre. C'est que les conditions de l'existence n'auraient pas été bouleversées au point où elles devaient l'être après plusieurs années de guerre, et que l'arrêt dans la production n'aurait pu avoir l'effet d'une véritable révolution économique, dont les conséquences ne laissaient plus au sinistré la possibilité de trouver, par lui seul, le moyen de se rétablir dans son ancienne situation.

Aussi le prolongement des hostilités, qui le mettait dans une position chaque jour plus critique, aurait dû apparaître au Gouvernement comme un facteur nouveau, dont l'entrée en ligne amenait, en même temps, à sa charge de nouveaux devoirs.

Les renseignements recueillis dès le début de 1916 montraient déjà l'étendue d'un désastre qui, au point de vue de l'industrie des régions envahies, deviendrait irréparable si les sinistrés ne trouvaient pas, au lendemain de la libération, avec l'aide pécuniaire à laquelle ils avaient droit, l'appui des Pouvoirs publics pour leur permettre d'en faire un judicieux emploi.

Cette situation était tellement évidente que c'est même en novembre 1915, nous l'avons vu, que fut prise l'initiative d'une action en ce sens, par le groupement des industriels de l'Association Centrale. On se serait normalement attendu à voir les Pouvoirs publics se mettre à la tête d'un mouvement dont le but était de favoriser les entreprises d'une catégorie de Français, que leur sort devait rendre dignes de toute leur bienveillance. Il est bon de remarquer que, devant leur inaction, ce furent les sinistrés eux-mêmes qui se trouvèrent, dans leur

union, prêts à tracer la voie à ceux qui auraient dû la leur ouvrir.

Dans quelle erreur avaient donc pu verser ceux qui attendaient les événements, ne paraissant pas se rendre compte que la reconstitution industrielle des régions occupées soulevait des questions dont la solution devait être préparée d'avance et nécessitait une étude immédiate !

Il est vrai que d'autres soucis, auxquels certains événements malheureux des opérations militaires en cours n'étaient pas étrangers, occupaient à ce moment tous les esprits... Mais si l'heureuse issue de la guerre ne fut, malgré tout, jamais mise en doute, pourquoi avoir délaissé si complètement, même alors, l'œuvre qui ne cessait de s'imposer, de l'organisation future de la reconstitution et de la préparation qu'elle nécessitait ?

Dans le courant de l'année 1916, le Gouvernement, prenant connaissance des délibérations et rapports de l'Association Centrale, répondait à ses pressantes démarches pour l'intéresser à la cause des industriels sinistrés, par de platoniques promesses.

Le 5 avril, le Groupe parlementaire des représentants des départements envahis nommait une commission, chargée d'étudier la question d'un Office de Reconstitution Industrielle. Cette commission devenait le porte-parole de l'Association Centrale et du Comptoir Central d'Achats au sein des Assemblées législatives, et elle entrait en étroite collaboration avec eux.

Ce n'est que le 27 mars 1917 que le Gouvernement se décidait à écouter favorablement les démarches qui étaient faites auprès de lui, et déposait à la Chambre un projet de loi, dont le but était, en permettant de vivre au Comptoir Central créé huit mois plus tôt, d'organiser l'Office qui devait être à la base de toute l'organisation de la reconstitution industrielle. Ce projet de loi, portant « ouverture au Ministre du Commerce et de l'Industrie de crédits additionnels pour pro-

« céder à des opérations d'achat et de cession en vue de la « reconstitution industrielle des départements victimes de « l'invasion », fut voté par la Chambre des Députés le 14 juin 1917 et le 31 juillet suivant par le Sénat. La loi promulguée le 6 août 1917, est une application du principe proclamé par la loi des finances du 26 décembre 1914, à savoir : le droit à la réparation des dommages résultant des faits de guerre. Elle crée, nous l'avons vu, un organisme nouveau, qui est l' « Office de Reconstitution Industrielle des départements victimes de l'invasion ». Cette loi se présente sous la forme de crédits additionnels. Mais il n'y a pas lieu de se méprendre sur la portée de son titre, car elle n'est en réalité qu'une loi administrative d'organisation. Le caractère financier lui est attribué, du fait qu'elle ouvre un crédit d'engagement (1) de 250 millions de francs pour « effectuer des achats de « matières premières, d'outillage, d'articles et de produits « d'entretien, nécessaires à la remise en marche des exploi- « tations et établissements industriels des départements enva- « his victimes de l'invasion... » (article premier). Ce vote de crédits mis à part, son but est de régler les moyens de la reprise de la vie industrielle dans les régions occupées.

L'idée pratique qui a prévalu dans son élaboration est celle qui considère comme indispensable que les industriels se trouvent, au lendemain de l'évacuation par l'ennemi des territoires occupés, bien que sans ressources devant la ruine de leurs établissements, mis à même de faire aussitôt des commandes pour rétablir leur situation.

Il fallait se mettre à la recherche des approvisionnements pour constituer les stocks qui seraient nécessaires en vue d'y satisfaire le moment venu. Il y avait lieu d'organiser pour le même temps la distribution de ces marchandises aux intéressés. Il était obligatoire, enfin, de prévoir l'emmagasinement, le gardiennage et l'entretien des stocks, pour celles qui

(1) Ce crédit était renouvelable.

ne seraient pas livrées directement par les fournisseurs aux industriels.

Ces opérations allaient être effectuées par un organisme créé au Ministère du Commerce et de l'Industrie : l'Office de Reconstitution Industrielle des départements victimes de l'invasion (article 2).

L'article 3 de la loi règle le mode de réalisation des achats et les conditions dans lesquelles l'Etat les cédera, après en avoir réglé le montant du prix, aux industriels sinistrés.

L'article 4 prévoit le rôle des tiers-mandataires à l'intention du Comptoir Central d'Achats, nous l'avons vu dans le chapitre précédent.

Les articles 5 à 10 de la loi énumèrent et précisent toutes les garanties qui doivent être prises pour assurer le contrôle des opérations faites par l'Office ou sous sa responsabilité, et sauvegarder les intérêts de l'Etat.

Le vote de la loi du 6 août 1917 avait eu lieu heureusement encore plus d'un an avant que l'ennemi n'ait commencé à se retirer des départements occupés, car, si le principe avait été adopté et réglé d'une organisation de la reconstitution industrielle, il restait à mettre en pratique ses éléments. Ce ne pouvait être l'œuvre d'un jour et on devait se heurter à bien des difficultés avant d'y arriver.

La loi de finances du 26 décembre 1914 avait prévu un crédit de 300 millions de francs « pour la reconstitution d'immeubles » détruits ou endommagés par les faits de guerre, sans que soit précisée la nature des immeubles à la restauration desquels ils pourraient être employés. La loi devait s'appliquer, en conséquence, aux bâtiments industriels, et le Ministre de l'Intérieur, qui disposait de ces derniers crédits, devait aussi partager avec son collègue du Commerce et de l'Industrie l'œuvre de la reconstitution industrielle pour tout ce qui concernait les dégâts immobiliers.

C'était un grave inconvénient, occasionné par une gêne que ne manquerait pas de susciter le concours des formalités à

remplir dans plusieurs départements ministériels, et c'était, en même temps, s'engager dans une voie où les pertes de temps, pourtant si préjudiciables aux intérêts des sinistrés, seraient fort nombreuses. Leurs industries avaient eu à souffrir la plupart du temps de dommages mobiliers et immobiliers à la fois, et ils ne les retrouveraient après la guerre, à quelques variantes près, que dans l'une des situations suivantes :

Usine complètement en ruines, ou, moins atteinte, endommagée seulement dans ses immeubles et son outillage, de toutes façons vidée de ses machines et de ses matières premières, avec ou sans dégâts pour les bâtiments, selon les procédés d'enlèvement que l'ennemi aurait jugé bon d'employer pour sa plus grande commodité. L'industriel se serait trouvé, à vrai dire, toujours dans l'obligation de s'adresser aux deux Ministères compétents.

C'était risquer de le décourager en lui imposant cet éparpillement de ses efforts, et compromettre du même coup la reprise rapide de l'activité industrielle.

L'Office de Reconstitution Industrielle allait permettre une entente entre le Ministère du Commerce et de l'Industrie, bailleur de fonds pour l'achat des machines, de l'outillage et des matières premières, et le Ministère de l'Intérieur, dispensateur des crédits pour la reconstitution des immeubles.

Il fut décidé que, dans tous les cas, qu'il s'agisse de dégâts mobiliers ou immobiliers à réparer dans les établissements industriels, ce serait l'Office qui serait juge du bien fondé des demandes, déciderait des travaux, les contrôlerait, vérifierait les mémoires des entrepreneurs et réglerait les dépenses. Le Ministre du Commerce et de l'Industrie continuait naturellement à avoir la haute main sur cet organisme et engageait sa responsabilité dans les décisions qu'il prenait. Quant aux dépenses ainsi autorisées, elles devaient être imputées sur l'un ou l'autre des crédits ouverts dans les deux Ministères inté-

ressés, après vérification des comptes dans leurs services respectifs.

Il était rationnel que cet organisme nouveau, qui aurait la tâche de prévoir des approvisionnements importants en matériaux et en outils, fût à même, se trouvant en présence de réparations ou de reconstructions, d'entreprendre les travaux nécessaires qui, s'ils n'étaient pas exécutés, laisseraient ceux-ci inutilisés, ou ne permettraient pas leur mise en place immédiate.

Tel fut l'un des premiers avantages de la création de l'Office de Reconstitution Industrielle. Il fut détaché du Ministère du Commerce et de l'Industrie, parce qu'il était appelé à prendre une place si importante dans l'avenir qu'on reconnut préférable de confier la surveillance de ses services grandissants à un Ministère appelé, dès la fin des hostilités, à s'occuper spécialement des questions intéressant les régions libérées. Le décret du 13 décembre 1917 la rattachait au Ministère créé à cette date sous le nom de « Ministère du Blocus et des Régions Libérées ».

La nouvelle organisation témoigne que les Pouvoirs publics se rendaient enfin compte à ce moment qu'il y allait de l'intérêt national bien compris, de se préoccuper activement de faciliter à l'industrie ruinée des régions envahies la reprise de son activité d'avant-guerre, aussitôt que ce serait possible.

L'Office ne cessa plus, dès lors, en collaboration étroite avec le Comptoir Central d'Achats, de préparer ce qui devait faciliter aux industriels sinistrés la prompte remise en marche de leurs établissements. Bien qu'en pleine guerre et obligé de se débattre au milieu des difficultés de la crise économique, l'Office de Reconstitution Industrielle était arrivé à se faire livrer, au 1^{er} octobre 1918, pour 23 millions de matières premières. Il avait, soit en magasin, soit tenu à disposition chez les constructeurs, pour plus de cent millions de machines et d'outillage, destinés à remplacer ceux des régions occupées détruits ou enlevés par l'ennemi.

Ces chiffres, dans leur imprécision globale, font apparaître suffisamment, et sans qu'une énumération par catégories des objets commandés ou livrés puisse y apporter un poids plus grand, l'importance de l'effort accompli. Mais, en envisageant l'immensité des besoins qui devaient se faire sentir, ne dissimulons pas que, pour si méritoire qu'il soit, le résultat était minime...

C'est qu'avant la libération il était difficile d'agir sans connaître les nécessités futures de l'industrie des départements occupés, d'une manière plus précise qu'elles n'avaient percé jusqu'alors au travers des lignes ennemies. L'ignorance commandait la prudence, et l'œuvre la plus sûre, en même temps que la plus utile, avait été certainement de créer une organisation susceptible de fonctionner dans l'avenir.

L'Office de Reconstitution Industrielle en était le produit. Organisme constitué déjà d'ancienne date, il possédait, en octobre 1918, un précieux acquis de recherches qui lui avait permis d'élaborer de vastes programmes de reconstitution. Au cours de la période de préparation de ses travaux, il avait été à même de rassembler les éléments nécessaires pour son action future, à défaut de pouvoir utiliser une expérience, qui, forcément, faisait défaut en présence de la nouveauté de sa tâche.

DEUXIÈME PARTIE

DEPUIS LA LIBÉRATION

DEUXIÈME PARTIE

DEPUIS LA LIBÉRATION

(Novembre 1918)

CHAPITRE I

Les deux organismes de la reconstitution industrielle

L'O. R. I. (1)

L'O. R. I. a été rattaché le 25 novembre 1918 au Ministère de la Reconstitution Industrielle (2) créé par décret en date du même jour

Son organisation est prévue par le décret du 10 août 1917.

L'Office de Reconstitution Industrielle est constitué par seize membres, nommés par décret, et comprenant :

8 représentants du commerce et de l'industrie, dont la moitié appartenant aux départements victimes de l'invasion ;

3 représentants du Ministre de la Reconstitution Industrielle ;

1 représentant du Ministre des Finances ;

1 représentant du Ministre de l'Intérieur ;

(1) L'Office de Reconstitution Industrielle.

(2) On a attribué ce rattachement à une mesure d'ordre politique.

1 représentant du Ministre de la Guerre ;

1 représentant du Ministre des Travaux publics ;

Et 1 représentant du Sous-Secrétaire d'Etat de la Marine marchande.

Le président, le vice-président et le secrétaire général de l'Office, sont nommés par décret. Ce dernier est chargé des fonctions de rapporteur général et peut être assisté de secrétaires rapporteurs désignés par les membres de l'Office. Il dirige, sous l'autorité du président, le fonctionnement des services et assure l'exécution des décisions de l'Office.

L'O. R. I. recueille les renseignements de toute nature relatifs à la reconstitution industrielle des départements victimes de l'occupation ou des faits de guerre. Il centralise les programmes généraux des travaux à exécuter et des approvisionnements à constituer dans les régions sinistrées, en indiquant les moyens d'exécution qui paraissent les plus propres pour les employer.

En ce qui concerne les achats, il recherche, suivant la nature et les quantités des divers objets ou marchandises demandés, les régions ou pays d'origine dans lesquels seront passées les commandes, et fait une évaluation approximative de la dépense à engager.

Il s'occupe de toutes les mesures relatives à l'exécution des programmes de commandes et d'achats, et il passe les conventions nécessaires pour le transport, la manutention, le déchargement dans les ports, la réception, l'expédition, la mise en dépôt ou la livraison, des objets ou marchandises destinés aux régions libérées, pour le compte de l'Etat ou de ses mandataires.

Il fait, en conséquence, les règlements relatifs à la fixation des prix, à la distribution de ces objets et marchandises, et donne ses instructions pour la conservation et le renouvellement des stocks approvisionnés.

L'action de l'Office est organisée dans les départements de la manière suivante : Dix secteurs se partagent les diverses

parties des territoires qui ont souffert de la guerre, et quatorze sous-secteurs divisent les premiers. A la tête de chacun des secteurs se trouve un délégué de l'Office de Reconstitution Industrielle qui relève directement de l'organisation centrale de l'O. R. I., à Paris.

Le décret du 23 juillet 1919 a institué les chefs des secteurs, « régisseurs pour le service des avances » allouées aux industriels par imputation sur leurs indemnités de dommages de guerre (1). Ils ont la direction du secteur et la surveillance des sous-secteurs de leur arrondissement.

Le C. C. A. (2)

Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires du Comptoir Central d'Achats industriels pour les régions envahies, tenue le 24 avril 1918, a modifié le texte des premiers statuts, en décidant que le C. C. A. serait administré par un Conseil composé de quinze membres au moins et de trente au plus, nommés par l'Assemblée générale des actionnaires, pour une durée de cinq années.

Le Conseil d'Administration a les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société et faire ou autoriser tous les actes et opérations relatifs à son objet. Il la représente dans tous ses rapports avec l'Etat et les Administrations publiques ou privées.

Il détermine ou décide, en vue d'assurer l'action de la Société et l'exécution de son objet, toutes opérations d'achat et de vente. Il passe et conclut tous les marchés et contrats qu'elles

(1) Nous en faisons l'étude dans le chapitre suivant.

(2) Le Comptoir Central d'Achats.

comportent. Il nomme enfin, et révoque, les agents de la Société.

Pris dans le sein du Conseil d'Administration, est créé un Comité de direction, dont le nombre des membres est variable ; il est actuellement de sept. Ce Comité a pour mission d'étudier les opérations qui sont proposées à la Société et de les soumettre au Conseil d'Administration, lorsque leur étude a fait apparaître qu'elles pouvaient être acceptées ou exécutées par elle.

Des commissions techniques sont constituées pour chacune des industries dont la Société doit s'occuper. Elles sont composées de membres pris parmi les actionnaires. Le Conseil d'Administration leur délègue les pouvoirs utiles pour solutionner les questions d'ordre technique.

Les trois organismes constitués à la tête du C. C. A. coordonnent leurs efforts avec ceux de l'Office de Reconstitution Industrielle.

Dirigé par des industriels sinistrés, le Comptoir Central d'Achats apporte à l'O. R. I. une collaboration très utile, car ses membres offrent des garanties de capacité et de compétence bien supérieures à celles qu'on peut attendre des fonctionnaires les mieux intentionnés, qui manquent toujours de l'expérience que seule une longue pratique des affaires industrielles peut donner. Aussi est-il particulièrement qualifié pour acheter les fournitures qui constituent ce qui est utile en vue de la remise en marche des établissements industriels.

Il est l'intermédiaire entre l'O. R. I., représentant l'Etat, et les industriels sinistrés, pour employer les avances qui leur sont consenties à valoir sur leurs indemnités de dommages de guerre. Il peut faire deux sortes de marchés : ou bien pour lui-même, à charge d'effectuer la revente des marchandises achetées, qu'il a emmagasinées, aux industriels qui lui en font la demande ; ou bien sur la commande des sinistrés.

Dans le premier cas, le C. C. A. a disposé jusqu'en octobre

1918, de sommes variables, mises à sa disposition par l'O. R. I., au fur et à mesure que la nécessité de passer les marchés pour s'assurer des fournitures ou constituer les stocks qu'il avait prévus, se faisait sentir. Quand la libération du territoire lui eut donné un large champ d'action immédiate, l'Office de Reconstitution Industrielle, pour ne pas entraver la rapidité du développement nouveau de son activité, lui alloua une somme renouvelable de 20 millions de francs, à charge pour lui de justifier de son emploi à chaque demande de renouvellement.

Mais cette somme allait rapidement devenir insuffisante dans la suite pour assurer la bonne marche du fonctionnement du Comptoir. Les renouvellements trop fréquents des demandes de crédit qu'il devait faire, corrélativement à la justification à fournir de l'emploi des 20 millions qu'il avait précédemment employés, occasionnaient des pertes de temps préjudiciables à ses intérêts et à ceux des industriels sinistrés, ses clients. Pour y remédier, à partir du 1^{er} août 1919, le chiffre d'avances de 20 millions de francs fut porté à 100 millions par décision du Ministre de la Reconstitution Industrielle, donnant ainsi satisfaction à la demande de la direction du Comptoir Central d'Achats.

En ce qui concerne la deuxième sorte de marchés que peut passer le C. C. A., soit sur la commande des sinistrés, c'est le montant des avances qui ont été consenties à ces derniers par l'O. R. I. et dont délégation lui est faite, qui lui permet d'effectuer le paiement des fournitures qu'il s'est procurées pour satisfaire à leurs demandes.

Intermédiaire entre l'industriel et l'Etat, le Comptoir Central d'Achats, qui l'est aussi entre le fournisseur et l'industriel, facilite l'usage de son entreprise en multipliant ses succursales en nombre égal à celui des agences de l'O. R. I., établies au siège des dix secteurs qui divisent le territoire des départements libérés.

A la tête des dix comptoirs ainsi créés se trouvent placés des directeurs choisis par le Conseil d'Administration de la Société. Il n'existe pas de sous-comptoirs.

Les dix secteurs de reconstitution industrielle et leurs sous-secteurs sont les suivants :

N° 1. — Secteur de Lille.

Sous-secteurs : Armentières ;
Hazebrouck ;
Tourcoing.

N° 2. — Secteur de Valenciennes.

Sous-secteurs : Cambrai ;
Douai.

N° 3. — Secteur de Laon.

Sous-secteur : Châlons-sur-Marne.

N° 4. — Secteur de Maubeuge.

Sous-secteurs : Avesnes ;
Fourmies ;
Le Quesnoy.

N° 5. — Secteur de Charleville.

Sous-secteurs : Rethel ;
Sedan.

N° 6. — Secteur de Nancy.

N° 7. — Secteur d'Arras.

Sous-secteur : Béthune.

N° 8. — Secteur d'Amiens.

Sous-secteurs : Abbeville ;
Doullens.

N° 9. — Secteur de Compiègne.

N° 10. — Secteur de Reims.

Un onzième secteur, dont le siège est à Paris, a été créé en novembre 1919. Il ne possède pas de circonscription territoriale assignée, comme les précédents. Il s'occupe des industriels qui ne ressortissent à aucun des dix secteurs existants ou qui, ayant des établissements sinistrés sur le territoire de plusieurs d'entre eux, veulent ne faire qu'une déclaration globale de leurs sinistres.

CHAPITRE II

Les agences de l'O. R. I. et le régime des avances aux industriels sinistrés.

Tout industriel sinistré qui désire reconstituer son usine, peut obtenir des avances, à valoir sur l'indemnité qui lui sera allouée pour ses dommages de guerre.

Pour en bénéficier, il doit s'adresser à l'Office de Reconstitution Industrielle et spécialement à ses représentants dans les régions libérées, aux agences des secteurs et sous-secteurs.

Il est bien entendu que rien n'oblige l'industriel qui veut reconstituer son usine à recourir aux moyens que la loi met à sa disposition par cette voie. Il est parfaitement libre d'agir par ses propres moyens, sans passer par aucune Administration. Il pourra le faire s'il dispose de fonds suffisants ou s'il peut s'en procurer en s'adressant au crédit, aux banques par exemple, en donnant comme gage l'estimation de l'indemnité à laquelle il a droit, ou s'il se contente des acomptes qui lui seront versés par l'Etat en exécution des dispositions générales de la loi sur les dommages de guerre.

Le recours au crédit peut même, de toute façon, lui être utile dans la mesure où les dispositions législatives ne permettent pas de lui donner la totalité des acomptes dont il pourrait avoir besoin.

Cela posé, en général les industriels sinistrés ont le plus grand intérêt à recourir à la facilité que leur donne la loi de recevoir sans bourse délier tout le matériel dont ils ont besoin en remplacement du matériel détruit, et d'être à même d'exécuter sans tarder les réparations urgentes, de remplacer leur outillage et de se procurer les matières premières.

L'industriel qui fait appel aux services de la Reconstitution Industrielle, doit, avant toutes opérations, faire procéder au constat de ses dommages en vue de l'établissement de leur montant estimatif, pour faire reconnaître sa qualité de sinistré.

Le premier constat ou « état des lieux » est indispensable avant de commencer tous travaux de déblaiement ou de réparation, car les diverses avances qui sont consenties aux sinistrés, sont, en effet, à valoir sur le montant des dédommagements qui doivent leur être alloués proportionnellement à l'étendue du sinistre. Il est nécessaire, en conséquence, que le chef de secteur ait fait une évaluation approximative de ces dommages pour savoir jusqu'à concurrence de quelle somme il pourra autoriser les avances qui lui seront demandées.

Ce témoignage officiel de l'état initial des lieux servira d'ailleurs ultérieurement en vue de l'évaluation définitive des dommages par la Commission compétente. Une circulaire ministérielle du 19 février 1919 prévoit que le constat est effectué par le représentant de l'Etat, désigné par le chef du secteur sur le territoire duquel est situé l'établissement sinistré. Celui-ci se rencontre, si l'industriel le désire, avec un expert qu'il lui fait connaître, ou se met en rapport directement avec lui, pour constater sur place et sur pièces, d'après plans, photographies ou mémoires, l'étendue des dommages.

La tâche de l'expert de l'O. R. I. consiste à préciser le plus possible :

- 1° L'état des immeubles ;
- 2° Celui des diverses machines et de l'outillage en général ;
- 3° La situation des stocks ;

Et à estimer, en les classant par catégories, les diverses sortes de dommages :

- 1° Les frais pour travaux de déblaiement et de sauvegarde ;
- 2° Les réparations à faire aux immeubles ;
- 3° Les réparations ou pertes en machines ou outillage ;
- 4° Les pertes éprouvées par la destruction ou l'enlèvement

des matières premières ou des produits finis ; et d'une manière générale tous les éléments de nature à fixer les droits du sinistré.

Il serait d'ailleurs illusoire de prétendre arrêter dès ce moment le montant exact de l'indemnité due à l'industriel, car, d'une part, l'expert et l'Administration n'ont pas à empiéter sur le rôle des Commissions prévues par la loi du 17 avril 1919 en préjugant de leurs conclusions, et, d'autre part, les éléments d'appréciation sont incomplets ou font défaut, puisqu'on ignore le prix justifié ou la valeur estimative du remplacement qui, suivant la loi, servira de base à la détermination de l'indemnité.

En l'absence de ces éléments d'appréciation et à défaut de prix justifiés de remplacement ou de cours encore mal assurés, on calcule l'indemnité approximative au moyen de prix probables de remplacement ; car il est bien entendu que cette évaluation approximative est basée sur les prix de remplacement et non sur la valeur en 1914, puisqu'il s'agit de reconstitution d'industries sinistrées.

Il n'en est pas moins vrai que, pour plus de sécurité, les services des secteurs demandent aux experts, pour cette évaluation approximative, de prendre, d'après les renseignements fournis par l'industriel, la valeur de l'usine ou du matériel en 1914 et de lui appliquer un coefficient de remplacement qui tienne compte de l'augmentation des prix selon les diverses catégories de dommages ou d'industries.

Ce n'est là d'ailleurs qu'un artifice ayant pour but de hâter l'estimation, qui sera faite plus tard d'une manière définitive, sur la base indiquée par la loi.

Mais il y a lieu de remarquer que les avances ne sont consenties que sur le pourcentage d'estimation des prix de 1914 et que l'artifice employé n'a d'autre avantage que de faire expertiser une seule fois les dommages, en vue de l'état estimatif d'abord, et, ensuite de la déclaration du montant définitif du sinistre, que l'industriel devra faire devant la

Commission spéciale organisée par la loi du 17 avril 1919.

L'expert a donc pour mission d'élaborer un rapport descriptif d'une part, et estimatif d'autre part, à l'issue de ses travaux chez le sinistré. Il le dépose dans les bureaux du secteur, qui l'étudie. Le chef de secteur, après avis de ses services techniques, arrête un chiffre provisoire d'avances à consentir à l'industriel sinistré. A partir de ce moment un compte lui est ouvert au siège du secteur.

A son crédit est porté le montant de la première évaluation des dommages qu'il a soufferts. Celle-ci est révisable, et des approximations successives permettent, s'il est besoin, de rectifier son chiffre, au cas où elle aurait été faite par trop manifestement inférieure aux dommages réels.

Au débit du compte de l'industriel, l'agence du secteur porte toutes les avances qui lui sont faites, avances en espèces, éventuellement acomptes, ou encore paiements de devis ou mémoires pour réparations d'outillage, ou réparations d'immeubles, ou encore cessions d'outillage, matières premières, articles ou produits d'entretien pour le prix de cession, etc. (1)

Si l'industriel a récupéré du matériel qui lui avait été enlevé par l'ennemi, ce matériel est porté au débit du compte provisoire pour la valeur à laquelle il avait été estimé dans l'évaluation approximative du dommage subi.

Est encore porté au débit le montant des ventes de matériaux, ferrailles, débris de machines, inutilisables sur place, autorisées par le chef de secteur.

Quand l'évaluation du sinistre a été faite autant que possible en distinguant les diverses sortes de dommages, immeubles, matériel, matières premières, produits finis, etc., le chef de secteur peut admettre parfaitement le chevauchement des indemnités partielles, et ne faire aucune difficulté pour affecter, en matériel industriel par exemple, une somme supérieure à la part de l'indemnité correspondant à la destruction

(1) Dont nous allons faire l'étude par la suite.

du matériel préexistant, quitte à ce qu'il reste une moindre part à affecter aux autres articles de reconstitution, tels qu'immeubles, matières premières, etc...

Le sinistré n'est nullement forcé de reconstituer son usine sur les plans antérieurs ou avec un matériel identique à celui qu'il possédait. Il a même souvent grand intérêt à moderniser son industrie. Dans ce cas, il peut en résulter pour lui des frais totaux supérieurs au montant de l'indemnité qui lui est due. Le jeu des cessions et avances ne pouvant fonctionner que jusqu'à concurrence d'une partie de cette indemnité, le complément qui portera, soit sur l'une, soit sur l'autre des catégories de dommages, ou sur l'ensemble d'entre elles, devra être laissé à la charge de l'industriel intéressé.

Il est cependant presque certain que, dans la plupart des cas, l'usine reconstituée sera loin d'être la reproduction identique de l'usine détruite ; que l'industriel profitera des circonstances pour remanier ses plans ou modifier son outillage. Il en résulte que la règle simpliste, d'après laquelle l'indemnité serait calculée en établissant les frais de remplacement de chaque unité détruite, sera rarement applicable dans son intégrité. Souvent on sera amené, pour une fraction sinon pour la totalité du dommage, à rechercher quelles eussent été les frais de remplacement si l'on avait reconstitué l'usine telle qu'elle était, et on ne pourra pas prendre tels quels les frais de reconstitution, s'ils correspondent à un matériel ou à des constructions nettement différents de ceux qui existaient auparavant. L'indemnité prend nécessairement dans ce cas un caractère forfaitaire, et cette éventualité est intéressante à noter au passage, quand ce ne serait que pour montrer l'intérêt qu'ont les industriels à ne pas se laisser aller à payer des sommes excessives pour leur reconstitution et à s'adresser plutôt aux organisations qui leur assurent, avec un maximum de garanties pour la bonne fourniture de ce dont ils ont besoin, le prix les plus avantageux.

Les diverses sortes d'avances que peuvent consentir à l'industriel sinistré les agences de l'O. R. I. sont, dans l'ordre chronologique où les circulaires ministérielles les ont créées (1) celles qui ont trait aux titres suivants :

- 1° Réparations urgentes aux immeubles industriels. — Circulaire ministérielle du 14 octobre 1917 ;
- 2° Avances en espèces pour fonds de roulement. — Circulaire ministérielle du 21 février 1919 ;
- 3° Frais d'établissement de dossiers de déclaration de dommages de guerre. — Circulaire ministérielle du 25 avril 1919 ;
- 4° Achats de chevaux et de véhicules automobiles mis aux enchères. — Circulaire ministérielle du 17 juin 1919 ;
- 5° Avances sur bons de réquisitions ennemies. — Circulaire ministérielle du 22 juin 1919 ;
- 6° Reconstruction des bâtiments d'exploitation détruits, indispensables à la remise en activité des entreprises. — Circulaire ministérielle du 5 juillet 1919 ;
- 7° Construction de groupes de maisons ouvrières provisoires. — Circulaire ministérielle du 17 juillet 1919.

Nous séparons de l'énumération que nous venons de faire deux autres sortes d'avances qui ont pour objet :

- 1° Les cessions de matériel industriel et de matières premières. — Circulaire ministérielle du 14 octobre 1917 ;
- 2° Les réparations d'outillage industriel. — Circulaire ministérielle du 21 octobre 1918.

Leur étude devant intéresser à tout instant les services du Comptoir Central d'Achats, nous la ferons avec celle des agences de cet organisme, et nous ne les signalons à cette place que pour donner la nomenclature complète des avances susceptibles d'être consenties aux industriels sinistrés par les agences de l'O. R. I.

(1) Nous suivons cet ordre à dessein, bien qu'il ne soit pas le plus logique, parce qu'il nous permettra de faire plus loin une critique basée sur les dates de leur création.

Avances pour réparations urgentes aux immeubles industriels.

Il est accordé aux industriels sinistrés les avances qui leur sont nécessaires pour les travaux de déblaiement, de sauvegarde ou d'intérêt majeur en vue de la réparation ou de la préservation des immeubles de leurs usines. Ces avances ne peuvent être consenties que pour des travaux urgents. Doivent être considérés comme tels, en vertu d'une circulaire ministérielle du 31 janvier 1919, les trois catégories suivantes de travaux :

1° Ceux qui ont un caractère conservatoire et qui sont indispensables pour éviter l'aggravation des dommages, par exemple : la réfection d'une toiture afin d'empêcher que le matériel industriel du bâtiment mal couvert ne soit endommagé par les intempéries ;

2° Ceux qui sont de nature à permettre une remise en route rapide d'un atelier : si, par exemple, un atelier est à peu près en état de marche, mais manque de force motrice, la construction d'une annexe pour y placer un transformateur, un tableau de distribution ou un moteur électrique, sera assimilée aux réparations urgentes, en raison de l'intérêt que présente l'exécution des travaux pour la reprise d'activité d'une partie de l'usine ;

3° Enfin, les travaux de déblaiement, de démolition et de tri des matériaux, peuvent donner lieu également à des avances au titre de la première urgence, lorsque l'industrie fait valoir les inconvénients et les dommages supplémentaires que le retard apporté à ceux-ci occasionnerait.

Les chefs de secteur de l'O. R. I. n'étant compétents pour autoriser les avances qu'en vue de la restauration des immeubles industriels proprement dits, c'est-à-dire des bâtiments construits dans l'enceinte des usines, c'était au Ministère des

Régions Libérées qu'il appartenait d'exécuter les réparations des bâtiments situés en dehors de cette enceinte, et notamment des maisons ouvrières. Pour parer aux inconvénients d'une semblable distinction, les représentants de l'Office ont été autorisés par la suite à permettre que celles-ci puissent être réparées sur les fonds des avances consenties pour travaux de première urgence.

Les avances de cette catégorie peuvent être fournies soit en espèces, soit en matériaux, ou en espèces et en matériaux à la fois.

Dans l'exécution des travaux, l'industriel est maître du choix de son architecte et de son entrepreneur. L'Etat borne son rôle au contrôle financier, et n'a à connaître l'industriel qu'au moment de la demande d'avance, pour en examiner les conditions avec lui. A cette fin, celui-ci soumet au chef de secteur les devis de son architecte et de son entrepreneur, en indiquant le montant total du prix des travaux à effectuer et en faisant une demande d'avance correspondant soit à ce chiffre, soit à la fourniture en nature des matériaux qui seront nécessaires.

Après avis de ses services techniques, le chef de secteur donne, si la demande lui paraît fondée et les propositions acceptables et conformes à l'intérêt du sinistré, son approbation pour la fourniture des matériaux, ou lui accorde une ouverture de crédit correspondant à une fraction du chiffre demandé, qui est généralement le cinquième.

La somme étant inscrite au compte courant d'engagement du sinistré, les travaux peuvent être commencés, et les versements sont faits, sur sa demande, au fur et à mesure de leur avancement. Lorsque la fraction d'avance consentie est sur le point d'être absorbée, l'industriel renouvelle sa demande pour obtenir successivement d'autres fractions. Elles lui sont allouées sur l'avis du chef de la subdivision du secteur chargé de surveiller l'emploi des fonds, en vérifiant sur place l'exactitude des mémoires de l'entrepreneur.

Ces avances sont payées à l'industriel par les caisses du Trésor, ou portées à son crédit par un virement en banque.

Une circulaire ministérielle du 18 juillet 1919 a également prévu leur paiement au moyen de chèques (1).

Au cas où les avances pour réparations urgentes aux immeubles prennent la forme de cessions de matériaux, l'entrepreneur les obtient dans les centres d'approvisionnements, contre des bons visés par le chef de secteur, qui font ressortir la valeur en numéraire des matériaux ainsi procurés. Le montant de leur prix est porté au compte-courant du sinistré. Dans ce cas encore, leur emploi est contrôlé par les agents des sous-secteurs de l'O. R. I.

En ce qui concerne les avances demandées pour déblaiement, tri des matériaux, ou démolitions urgentes, l'industriel peut les obtenir, à charge pour lui de trouver la main-d'œuvre nécessaire, de se conformer, pour le salaire à donner aux ouvriers qu'il emploiera, aux prix des bordereaux établis par les Commissions départementales de main-d'œuvre, et après approbation du plan des travaux à effectuer par le chef de secteur. Les procédés de contrôle et d'échelonnement des avances sont les mêmes dans ce cas.

L'industriel peut, hors le cas de déblaiement et de démolition, désirer exécuter lui-même ses travaux de réparation reconnus urgents, et vouloir être aussi son propre entrepreneur. Il en a possibilité, en établissant lui-même les devis, en les fournissant à l'appui de sa demande d'avance, et en justifiant par des mémoires l'emploi des sommes accordées.

La circulaire ministérielle du 14 octobre 1917 prévoit, enfin, que les réparations urgentes qui auraient été faites à des immeubles industriels pendant l'occupation en vue de leur sauvegarde, rentrent dans la catégorie de celles qui permettent au sinistré d'obtenir des avances sur dommages de guerre. Ce n'est plus dans ce cas, à proprement parler, une avance

(1) Nous étudions dans la troisième partie ce mode de paiement.

qui lui est consentie, mais un remboursement, dont le montant peut être perçu sur l'approbation des pièces justificatives des travaux effectués, après autorisation du chef de secteur et dans la forme ordinaire des avances accordées pour les réparations urgentes.

Avances en espèces pour fonds de roulement.

Le but poursuivi par la création de ce régime d'avances est de mettre, avec le minimum de formalités (sur simple état déclaratif, vérifié par le chef de secteur de l'O. R. I.) à la disposition des industriels et chefs d'entreprise sinistrés, des sommes, non productives d'intérêts, à valoir sur les indemnités de dommages de guerre, pour contribuer à leur constituer un fonds de roulement en vue de la reprise immédiate de leur fabrication ou entreprise.

Lorsqu'une usine ou fraction d'usine est matériellement prête à marcher, que son outillage est en place, qu'elle dispose des matières premières, articles et produits d'entretien nécessaires, l'industriel peut être encore empêché de reprendre son exploitation par manque de fonds. Les avances dont il est question sont destinées à lui faciliter le paiement de son personnel pendant le temps nécessaire pour qu'il puisse toucher le produit de ses premières fabrications.

Les chefs d'entreprise qui désirent profiter de ces avances, adressent une demande de fonds de roulement au chef du secteur, en indiquant le montant de la somme qu'ils sollicitent. Ils doivent en même temps justifier qu'ils sont en état de reprendre à bref délai leur fabrication ou leur entreprise, en tant que personnel, moyens matériels et matières premières ; ils font ressortir qu'ils manquent seulement de tout ou

partie de fonds de roulement nécessaires pour le paiement des ouvriers ou employés, l'acquittement des frais divers inséparables de l'exploitation et des frais généraux.

Pour la détermination du montant des avances et malgré la difficulté résultant de la diversité des cas particuliers qui peuvent se produire, il a été reconnu nécessaire de prendre une base uniforme, qui offre à la fois l'avantage de constituer un mode de liquidation très simple, et de faciliter l'exercice du contrôle indispensable.

Le principe qui a semblé devoir être reconnu à cet égard, est que la quotité des avances doit se déterminer d'après leur objet, qui est, avant tout, de permettre la remise en marche de l'industrie, jusqu'au jour où les dépenses faites sont normalement récupérées par la vente des produits ou le paiement des travaux. Ce délai a paru devoir être fixé, en principe, à trois mois de fabrication ou de fonctionnement.

Etant donné qu'en dehors de la main-d'œuvre, les autres éléments de la reprise d'activité des entreprises, notamment la fourniture des matières premières, peuvent être fournis, sans mise de fonds de la part de l'industriel, par l'intervention de l'O. R. I., il a été admis que le montant des avances dont il s'agit devait essentiellement se calculer d'après le nombre des ouvriers employés. On a décidé d'adopter comme chiffre de base, pour cette période de trois mois, une dépense de 1.200 francs par ouvrier (en calculant 1.000 francs pour salaires et 200 francs pour frais divers et généraux).

Il est bien entendu, toutefois, que les avances allouées, totalisées avec les autres avances faites à d'autres titres au profit de l'industriel, ne peuvent, en aucun cas, dépasser 75 % de la valeur des dommages telle qu'elle a été estimée approximativement pour permettre l'ouverture de son compte courant.

Enfin, les avances accordées sont versées en trois mensualités de 400 francs par ouvrier ; la première est payée avant

la remise en marche de l'exploitation, et les deux suivantes après cette remise en marche, à la fin du premier et du deuxième mois.

Les chefs des sous-secteurs de l'O. R. I. sont chargés de la vérification du nombre d'ouvriers effectivement occupés par l'industriel qui a demandé une avance.

Si, au cours du trimestre, il se trouve que ses prévisions soient dépassées et que sa demande soit devenue insuffisante, du fait qu'il a dû embaucher des ouvriers en plus grand nombre, par exemple, il peut établir une demande supplémentaire.

A l'expiration du délai de un ou deux mois, les services techniques du secteur transmettent au service administratif l'avis pour la deuxième et troisième fraction. Ces dernières sont enregistrées, à la suite de la première, pour leur valeur, au compte courant du sinistré, et les pièces de dépense sont transmises au Préfet pour mandatement. Ces avances sont payées, comme les autres, par les caisses du Trésor, virement en banque, ou par chèques.

Avances pour frais d'établissement de dossiers de déclaration de dommages de guerre.

« L'établissement des dossiers de déclaration de dommages de guerre comporte, dans certains cas, pour les sinistrés, certaines dépenses que leur situation présente peut ne pas leur permettre de supporter. »

Ainsi s'exprime, dans son paragraphe premier, la circulaire ministérielle du 25 avril 1919, qui a institué un régime d'avances pour l'établissement des dossiers de sinistres.

Elle apparaît huit jours après la promulgation de la loi sur les dommages de guerre, en vue de venir en aide aux sinis-

trés sans ressources, qui se trouvent dans l'obligation de faire effectuer des constats et des expertises, de dresser des procès-verbaux et des relevés de plans ou d'établir des copies de pièces justificatives de leurs pertes.

Il est regrettable que la pensée de faire allouer des avances pour ces divers frais ne soit pas venue plus tôt à l'esprit des Pouvoirs publics, car la situation à laquelle il est remédié à l'occasion de la loi nouvelle, a été une cause de retard certainement préjudiciable à la prompte reprise de l'activité industrielle. En effet, nombre de sinistrés ont tardé à profiter des dispositions de la circulaire ministérielle du 19 février 1919, qui organisait la procédure rapide que nous avons vue, susceptible de leur donner toutes les garanties nécessaires à la constatation de leurs dommages ; car, si les expertises, constats, études et recherches de toutes sortes étaient nécessaires pour l'ouverture de leur compte courant, il arrivait parfois qu'ils se trouvaient dans l'impossibilité d'en faire les frais, souvent importants.

Les dossiers de dommages, une fois constitués, permettent maintenant d'établir l'état déclaratif et estimatif provisoire, nécessaire pour obtenir des avances ; ils serviront plus tard, dans la procédure définitive d'évaluation des dommages de guerre, devant les commissions créées par la loi du 17 avril 1919.

Ainsi les industriels sinistrés peuvent adresser à l'agence du secteur de l'O. R. I. dont ils dépendent une demande d'avance dans le but de couvrir les frais qu'occasionne l'évaluation de leurs dégâts. A l'appui de leur demande ils fournissent un « état sommaire des pertes éprouvées », visé par le Maire et par deux propriétaires de la Commune du lieu du sinistre. Cet état, chiffré par eux, sert dans la mesure où ces premiers chiffres provisoires sont agréés par l'O. R. I., qui a toujours la faculté de les réduire, à établir une base de calcul du pourcentage d'avances qui peut leur être accordé.

Ce pourcentage est fixé à 1 % en ce qui concerne les frais

afférents à l'établissement des pièces justificatives des dommages proprement dits, et la circulaire prévoit une seconde avance de 1 % pour l'établissement des projets de travaux et devis, qui sont particulièrement coûteux. Celle-ci peut se cumuler avec la première. Au total c'est donc 2 % du montant approximatif de son sinistre que l'industriel peut obtenir comme avance pour frais d'établissement de dossiers de déclaration de dommages de guerre.

Il reste, d'ailleurs, entièrement libre de s'adresser aux experts et spécialistes dont il juge à propos de s'entourer, et, en acceptant l'imputation de cette avance sur le montant de ses dommages, il s'engage à en justifier l'emploi par la production des pièces, qui, du reste, figureront dans son dossier.

Elle lui est payée de la même manière que les précédentes.

Avances pour achats de chevaux et de véhicules automobiles mis aux enchères

L'ordre chronologique des circulaires ministérielles qui ont prévu les différentes sortes d'avances, nous amène à jeter un regard sur les dispositions qui ont été prises, depuis le 17 juin 1919, en vue de faciliter aux industriels des régions libérées l'achat des chevaux et des véhicules automobiles provenant de l'armée et vendus aux enchères au profit du Domaine.

Les sinistrés auxquels les chevaux et véhicules automobiles étaient utiles pour leur permettre d'effectuer la réparation ou la remise en marche de leurs industries, ne pouvaient les acheter que sur les fonds qu'ils avaient à se procurer personnellement et sans aucune intervention de l'Etat.

Il y avait pourtant intérêt à leur faciliter ces acquisitions, et il fut décidé que tout industriel sinistré désirant parti-

ciper à une vente de chevaux ou de véhicules automobile, mis aux enchères par les services de la liquidation des stocks, pourrait obtenir une avance, appliquée au débit du compte courant ouvert à son nom à l'agence du secteur de l'O. R. I.

Il lui suffit de faire une demande, dont est vérifié le bien-fondé par le chef de secteur. Celui-ci délivre une « autorisation d'achat » et un « bon de cession ».

La première permet à l'industriel d'enchérir ou de soumissionner à la vente jusqu'à une somme limitée, et le second est remis en paiement, après l'adjudication, au receveur des Domaines.

Celui-ci porte le prix de la vente sur le « bon de cession », le retourne à l'agence de l'O. R. I. pour enregistrement au compte du sinistré, et en obtient le remboursement au moyen d'un mandat émis par le chef du secteur.

Avances sur bons de réquisitions ennemies

L'ennemi, dans son pillage des usines, a laissé à la majorité des industriels qu'il dévalisait, des bons de réquisition, établis d'ailleurs de façon plus ou moins régulière. L'intérêt actuel de ces bons est de permettre de prouver quelle a été la quantité des marchandises, et le nombre des objets, machines ou outillage, qui leur ont été enlevés.

En attendant que les Commissions cantonales prévues par la loi du 17 avril 1919 aient fonctionné, il est intéressant pour le sinistré qui se trouve en possession de ces pièces officielles..., allemandes il est vrai, mais ayant, malgré tout, la valeur d'un commencement de preuve par écrit, de toucher au plus tôt une partie de l'indemnité qui lui est due pour les réquisitions dont il a souffert.

S'il veut obtenir le bénéfice des avances sur les bons de réquisitions, l'industriel adresse au chef du secteur de l'O. R. I. une demande, accompagnée soit des bons eux-mêmes, soit des copies de ces bons, avec l'attestation de deux témoins, habitant la commune, certifiant l'exactitude des réquisitions qu'ils portent. La confiance dans la signature des autorités militaires allemandes et dans l'authenticité de leurs écrits étant fort légère, le Maire de la commune est, en outre, invité à viser l'attestation de ses deux administrés...

L'octroi des avances instituées, ayant exclusivement pour but de permettre aux sinistrés de coopérer le plus promptement possible à la reprise de la vie économique, doit être strictement subordonné à la condition qu'elles soient immédiatement employées à la reconstitution industrielle.

Les agences de l'O. R. I. font examiner par les commissions spécialement instituées à cet effet, les demandes d'avances sur bons de réquisitions ennemies. Ces commissions, qui sont composées d'industriels, de commerçants et de personnalités qualifiées, sous la présidence d'un délégué du chef de secteur, apprécient l'authenticité des bons et leur signification exacte. Elles émettent un avis, sur lequel statue le chef de secteur.

Le chiffre maximum des avances qui pouvaient être accordées au détenteur des bons de réquisitions était jusqu'à la décision ministérielle du 28 août 1919, de 100.000 fr., portant sur l'ensemble de la valeur des réquisitions à son préjudice. Il devait également être tenu compte que la somme ainsi allouée pour avances ne dépassât pas 75 pour cent de la valeur portée sur les bons et reconnue exacte par la commission.

Depuis le 1^{er} septembre, en raison des dispositions de la circulaire précitée, le chiffre maximum a été élevé à 250.000 francs, et les avances peuvent être accordées à concurrence du montant total porté sur les bons.

**Avances pour la reconstruction des bâtiments
d'exploitation détruits, indispensables à la remise
en activité des entreprises**

L'institution de cette nouvelle sorte d'avances complète celle qui est prévue par la circulaire ministérielle du 14 octobre 1917, qui, nous l'avons vu, organise un régime d'avances pour réparations urgentes aux immeubles industriels, dans la limite où les travaux présentent un caractère conservatoire.

Nous savons quels sont les travaux qui doivent être limitativement considérés comme urgents et peuvent être immédiatement entrepris par l'industriel sinistré au moyen des avances prévues par les dispositions de cette circulaire.

Dans la circulaire du 5 juillet 1919, le Ministre de la Reconstitution Industrielle constate, en instituant le nouveau régime, que le vote de la loi du 17 avril 1919 a changé le point de vue où s'était placé précédemment son collègue du Commerce et de l'Industrie, auteur de la première circulaire. Il estime qu'il n'y a plus lieu de ne s'arrêter qu'au caractère conservatoire des travaux à entreprendre et de ne tenir compte que de l'urgence qu'ils présentent. Les chefs de secteur de l'O. R. I. doivent au contraire, à l'avenir, autoriser des avances aux sinistrés pour tous les travaux de réparation à leurs immeubles industriels, et même de réfection s'ils sont complètement détruits.

Il s'attache, en effet, un intérêt particulier à favoriser la reconstruction des bâtiments d'usine, à défaut desquels le matériel et l'outillage reconstitués ne peuvent être ni utilisés, ni seulement mis à l'abri des risques de toute nature.

Le sinistré s'était trouvé trop souvent, jusqu'à l'apparition de la circulaire ministérielle du 5 juillet 1919, dans une situation qui l'obligeait à abandonner, malgré son désir contraire,

la pensée de remettre en marche son industrie : ne pouvant recevoir d'avances afin de reconstruire les bâtiments de son usine s'ils étaient ruinés, parce que non susceptibles de réparation, il ne le pouvait davantage s'ils nécessitaient des travaux qui ne fussent pas conservatoires.

L'extension du régime des avances à la reconstruction totale des immeubles industriels a fait cesser cette anomalie.

L'avance est pourtant encore subordonnée à l'urgence des travaux à entreprendre, dont il doit être justifié auprès des chefs de secteur de l'O. R. I. par une demande accompagnée d'un rapport et des pièces justificatives que l'industriel juge bon d'y joindre.

Elle peut être accordée quand, après leur examen par les services techniques du secteur, il est reconnu que le bâtiment d'exploitation pour la reconstitution duquel elle est demandée, est nécessaire à la remise en activité de l'entreprise.

Elle ne devra, en principe, concurremment avec les autres avances qui auraient déjà pu être allouées au même sinistré à d'autres titres, dépasser une proportion de 60 pour cent du montant approximatif de son crédit.

L'industriel qui sollicite des avances pour reconstruction doit donc, s'il n'a pas de compte ouvert au secteur dont il dépend, procéder suivant les indications de la circulaire ministérielle du 19 février 1919, afin de faire établir le montant du crédit qui lui sera provisoirement consenti sur la base de l'état déclaratif et estimatif de ses dommages de guerre.

L'avance allouée est mandatée par tranches successives, au fur et à mesure de l'exécution des travaux.

Les règles que nous avons étudiées au sujet de l'emploi des avances pour réparations urgentes aux immeubles industriels, sont appliquées dans ce cas, et ce sont aussi les agents des sous-secteurs de l'O. R. I. qui exercent le contrôle de l'exécution des travaux.

La première tranche de l'avance consentie, qui peut s'éle-

ver à 20 pour cent de son total, sera mandatée, avant tout commencement effectif des travaux, sur la présentation du projet et du devis et sur la justification des ordres donnés par l'exécution.

Avances pour la Construction de maisons ouvrières provisoires

Des circulaires ministérielles des 26 avril et 15 juin 1919 avaient prévu une participation de l'Etat en vue de l'édification de maisons provisoires à usage d'habitations, pour les sinistrés des régions libérées et leur famille.

Un certain nombre d'industriels ont demandé à bénéficier de leurs dispositions, afin de faire construire des maisons ouvrières provisoires sur leurs terrains, à proximité de leurs usines.

Ils ne disposaient, dans l'état actuel de la réglementation, que de la faculté de réparer les habitations de leurs ouvriers situées dans l'enceinte de leurs usines (1), et cette situation n'était pas la moins critiquée, car, après avoir eu à vaincre les difficultés de réinstallation, certains industriels devaient renoncer à remettre en marche leurs fabrications faute de trouver la main-d'œuvre nécessaire.

Le cas se présentait dans plusieurs cantons des régions particulièrement éprouvées par les faits de la guerre. Des groupes de cités ouvrières étant détruits par l'incendie qui avait épargné les bâtiments de l'industrie à laquelle travaillaient les ouvriers qui les occupaient, le chef de l'entreprise se voyait dans l'impossibilité de recruter un personnel

(1) Voir plus haut : Avances pour réparations urgentes aux immeubles industriels.

qu'il ne pouvait loger. Ayant donc la possibilité de faire le nécessaire pour mettre en état son usine et reprendre ses fabrications, mais n'ayant pas la faculté d'obtenir des avances pour reconstruire des maisons ouvrières, il ne profiterait pas du résultat de ses efforts.

Pour remédier à cet état de choses, il a été décidé que, si la construction de moyens d'habitation provisoires est réellement reconnue nécessaire pour abriter la population ouvrière occupée par certaines industries isolées, les services de la Reconstitution Industrielle pourraient accorder aux industriels des avances en vue de la location à l'Etat de maisons provisoires (1) à installer sur leurs terrains.

Ceux-ci deviennent locataires à titre principal des baraquements ainsi mis à leur disposition et ils les sous-louent à leurs employés ou ouvriers.

Au cas où l'industriel est en situation de faire construire les maisons en question ou de se procurer un entrepreneur pour les édifier, rien ne s'oppose à ce que le chef de secteur de l'O. R. I. donne un avis favorable pour qu'il s'en charge, car la nécessité s'impose, au contraire, d'utiliser tous les concours pour la réalisation urgente du plus grand nombre possible de logements provisoires, partout où la remise en état définitive ne peut donner de résultats suffisants ou ne peut être entreprise. L'industriel devient alors propriétaire de ces baraquements.

De toutes façons, le montant de l'avance qui est accordée pour la location ou la construction de groupes de maisons ouvrières provisoires, est porté au compte de ses dommages, ouvert à l'agence du secteur de l'O. R. I. Dans le premier cas, les baraquements doivent revenir à l'Etat à l'expiration d'un bail qu'il doit contracter avec lui et qui est prévu renouvelable. Dans le second cas, les constructions provisoires sont la

(1) Un certain nombre de ces maisons proviennent des baraquements militaires français et anglais, transformés en habitations.

propriété de l'industriel, qui en conservera la libre disposition le jour où elles ne lui seront plus utiles pour le logement de ses ouvriers.

Les différents modes de contrôle pour l'usage des fonds avancés en cas de construction entreprise par l'industriel ou par son entrepreneur, ainsi que l'échelonnement des paiements, sont les mêmes que dans le cas d'avances pour réparations urgentes.

CHAPITRE III

Les agences du C. C. A. et le régime des cessions aux industriels sinistrés

Les agences du Comptoir Central d'Achats ont été créées pour faciliter aux industriels sinistrés des régions libérées les opérations de cession qui font l'objet de leurs relations avec la société.

Rien ne les empêche de se procurer les objets dont ils ont besoin pour reconstituer leurs industries, en s'adressant aux fournisseurs de leur choix, sans passer par aucun intermédiaire.

En procédant de la sorte, les industriels doivent faire une avance de fonds, et, de plus, comme ils agissent isolément, ils ont toute chance d'être placés dans des conditions défavorables pour leurs achats, dues à leur isolement. Aussi la plupart des sinistrés préfèrent-ils bénéficier des cessions que le C. C. A. peut leur consentir, en leur offrant tous les avantages qui résultent du fonctionnement de cet organisme.

Les cessions, étant à valoir sur les indemnités pour dommages de guerre, leur donnent en outre la possibilité de reconstituer leurs industries sans avoir à chercher les capitaux qui peuvent leur faire défaut.

Nécessitant de la part de l'Etat un paiement pour le compte de l'industriel sinistré, elles sont réglées au moyen des avances qu'il lui consent à cet effet et dont nous allons étudier le régime.

Avances pour cession de matériel industriel et de matières premières

Les sinistrés qui désirent s'adresser au Comptoir Central d'Achats pour obtenir du matériel et des matières premières, doivent commencer par envoyer la nomenclature aussi précise que possible des articles dont ils ont besoin, à l'agence de l'O. R. I. dont ils dépendent. Ils doivent classer leurs demandes par catégories (correspondant aux divisions des services intérieurs des agences de l'O. R. I. et du C. C. A.), à savoir :

- 1° Matières premières et matériaux ;
- 2° Matériel et outillage courant ;
- 3° Articles et produits d'entretien ;
- 4° Matériel spécialisé.

Cette nomenclature est soumise au chef de secteur, pour qu'il apprécie si le montant du prix probable de la cession qu'elle représente peut être avancé au sinistré à valoir sur le compte provisoire de ses dommages de guerre.

Il peut, du reste, être assez difficile d'apprécier exactement la valeur du matériel ou des matières premières commandés : aussi bien une évaluation exacte n'est-elle pas indispensable. En effet, pour le cas où, par suite d'erreur dans l'estimation des marchandises demandées, le total des différentes commandes passées et des diverses cessions consenties entraînerait le dépassement de l'indemnité que la Commission d'évaluation des dommages de guerre accordera à l'industriel, celui-ci s'engage à verser la différence en espèces ou à s'en reconnaître débiteur, en affectant à la garantie de sa dette le matériel qui fait l'objet de la demande de cession. Cet engagement résulte de la formule même de la demande.

Il n'en est pas moins vrai qu'il est désirable de ne pas s'exposer à ce dépassement, et qu'il convient, dans l'intérêt de l'industriel, que soit déterminé le mieux possible, s'il ne

peut l'être exactement par des tractations préalables avec le fournisseur, le montant des demandes de cession.

Les demandes reçues dans les bureaux des secteurs de l'O. R. I. sont classées par ordre d'urgence.

Il est impossible, en effet, de les satisfaire toutes en même temps, soit par suite de la rareté de la matière première demandée, soit par l'effet des difficultés d'arriver à se procurer en un temps très court l'outillage considérable nécessaire à la reconstitution des usines, soit, enfin, en raison de la pénurie des moyens de transports. Il y a donc nécessité absolue de sérier les demandes, et le principe qui règle leur classification est que l'effort de reconstitution doit se porter principalement, au début du moins, sur les usines qui peuvent être remises en marche dans le moindre délai. C'est, en effet, la condition la plus favorable à l'intérêt général, puisqu'elle aura pour conséquence de faire reprendre le plus tôt possible l'activité industrielle.

Il appartient donc aux chefs de secteur de classer les demandes par degré d'urgence ; mais toutes les fois qu'il existe un organisme corporatif qui accepte d'assumer cette tâche délicate, elles lui sont soumises pour un examen. Cet examen facilitera par la suite celui du chef de secteur, l'appréciation qui en ressort contribuant à rendre ses décisions plus équitables.

Dans cet ordre d'idées, les industriels ont donc intérêt à présenter, par demandes séparées, les commandes ayant un degré d'urgence différent, et de ne pas grouper, dans une même commande, le matériel qui leur est strictement indispensable pour la remise en marche d'une partie de leur fabrication, et celui qui se rapporte à des installations ne pouvant être établies que dans un délai plus considérable.

Le soin d'exécuter les achats, de passer les commandes ou marchés, de réceptionner les marchandises, les emmagasiner et les faire parvenir à l'industriel sinistré, ainsi que de payer le fournisseur, incombe aux services du siège social du

Comptoir Central d'Achats, qui centralise à Paris les affaires dont ses succursales de secteur ont la conduite.

Les prix de cession sont, en principe, égaux aux prix de revient, dans lesquels sont comptés les frais accessoires de transport, assurance et magasinage.

Une majoration qui, suivant les cas, est de $1\frac{1}{2}$ à $2\frac{1}{2}$ pour cent, est cependant exigée des cessionnaires pour couvrir l'Etat du montant de la rémunération qu'il sert au Comptoir. Celui-ci a passé avec lui, nous l'avons vu, une convention qui, si elle lui interdit tout bénéfice sur ses opérations, lui permet toutefois d'accepter une rémunération de l'Etat sous forme de commission. Elle lui est du reste nécessaire pour payer ses frais généraux et d'administration et servir l'intérêt de 5 % l'an au capital effectivement versé.

Au cas où un boni serait réalisé sur les commissions ainsi touchées, il serait reversé à l'Etat. En principe, les marchandises sont livrées par le Comptoir Central dans les magasins de ses succursales ou dans ceux de ses fournisseurs.

Mais les conditions de livraison peuvent faire l'objet d'accords spéciaux, et, si les industriels en font la demande, les agences du C. C. A. sont autorisées à s'entendre avec les fournisseurs pour le montage et la mise en place des machines, sauf à inclure dans la facture de cession les frais afférents à ces diverses opérations.

Les comptoirs des secteurs peuvent également inviter les intéressés qui commandent du matériel spécialisé, à se mettre en rapports directs avec les fournisseurs, pour leur indiquer toutes les spécifications de détail nécessaires à la bonne exécution de leurs commandes.

Il y a intérêt, du reste, pour faciliter la tâche du Comptoir Central d'Achats et assurer à l'industriel une livraison tout à fait conforme à ses désirs, de l'amener lui-même à préparer les tractations, et à entrer directement en relations avec les fournisseurs susceptibles d'assurer au mieux l'exécution de ses commandes. Il est plus intéressant encore de lui faire

indiquer les propositions qu'il aurait reçues, et de lui demander de désigner, le cas échéant, celles qui ont obtenu ses préférences. Aussi le C. C. A. accepte-t-il qu'il lui propose, en faisant une demande de cession, un projet de contrat ou de marché tout préparé, qui puisse être examiné en vue de lui donner satisfaction.

Cette façon de procéder est particulièrement indiquée pour la passation de petites commandes relatives à des fournitures de détail, n'existant pas dans les magasins du comptoir et pouvant être trouvées dans le commerce. La préparation de ces petites commandes encombre les services des agences au détriment des affaires plus importantes dont elles ont à s'occuper.

L'industriel, en prenant livraison des marchandises, remet à la succursale du C. C. A. un reçu comportant l'engagement de ne faire emploi des marchandises à lui cédées que pour la reconstitution de son usine sinistrée, et une délégation à l'Etat d'une somme égale au montant de la cession, à prélever sur les indemnités qui lui seront allouées pour dommages de guerre.

Le fournisseur, de son côté, envoie sa facture au Comptoir, et le paiement lui en est effectué par chèque ou par virement, à moins qu'il ne préfère en toucher le montant à une caisse du Trésor.

Avances pour réparations d'outillage industriel

Les avances sur indemnités de dommages de guerre peuvent être consenties par l'O. R. I. pour la réparation de l'outillage industriel, et allouées par l'intermédiaire du Comptoir Central d'Achats.

Elles s'appliquent à toutes les catégories d'outillage qui peu-

vent avoir besoin de réparations : outillage laissé en place et partiellement détérioré, outillage récupéré dans la zone des armées, outillage enfin ramené d'Allemagne en exécution des clauses de l'armistice.

Le principe est que le C. C. A. se substitue à l'industriel auquel une avance a été consentie pour réparer son outillage, en vue de faire exécuter cette réparation et de régler le coût de la dépense.

Mais ce principe ne doit pas être interprété dans un sens trop étroit. L'industriel sinistré peut parfaitement être en mesure d'exécuter ses réparations lui-même, ou de les faire entreprendre par des ouvriers à façon. Dans ce cas, il doit être considéré comme son propre entrepreneur, et il peut toucher directement, mais encore par le Comptoir Central et sous son contrôle, dans les conditions que nous allons voir, le montant des travaux.

Prenons le cas normal, et examinons comment un industriel sinistré qui désire confier la réparation de son outillage à un constructeur, doit procéder pour obtenir des avances et faire exécuter les travaux.

Le constructeur qu'il a choisi établit un devis, avec l'évaluation approximative de la dépense à engager. S'il a besoin de pièces caractérisées, il fait en même temps une proposition pour qu'elles lui soient procurées, par voie de cession, sur le compte du sinistré. Devis et demande sont adressés au chef de secteur, qui examine si le constructeur fait des propositions de nature à mener à bonne fin, dans des conditions normales de prix et de délai, les travaux dont il s'agit.

Dans les régions où existe un groupement corporatif qualifié, il est invité à les soumettre à l'approbation de cet organisme.

Lorsque le devis a été accepté, l'industriel est autorisé à formuler une demande d'avance, et, le cas échéant, une demande de cession de matériel. Satisfaction lui est donnée d'abord pour une portion de la somme totale du coût de la

réparation, dont le taux sera généralement de 30 à 50 pour cent.

La somme correspondant à ces chiffres est mise à la disposition du Comptoir Central, auquel est transmis en même temps le devis du constructeur. Le Comptoir remet à ce dernier l'ordre d'exécution des travaux, en convenant avec lui des modalités de leur paiement. La représentant du C. C. A. dans le sous-secteur est chargé de les surveiller. Au fur et à mesure de leur avancement, le chef de secteur accorde les fonds nécessaires, selon les conventions arrêtées.

Le constructeur établit, à chaque paiement, des factures justificatives des réparations effectuées, qui seront exigées par l'O. R. I. pour la délivrance des portions successives de l'avance accordée. A la fin des travaux, le solde restant dû lui est payé après envoi de sa facture définitive.

Lorsque c'est l'industriel sinistré qui exécute lui-même ses réparations d'outillage, il n'agit pas autrement que s'il était un constructeur. Il établit le devis des travaux en son nom. Une fois autorisé par l'O. R. I. à les entreprendre, il se met en rapport avec le Comptoir.

Le rôle du Comptoir Central d'Achats dans les régions libérées, qui était limité, à l'origine, aux opérations de cession de matières premières et d'outillage pour la réparation et la remise en marche des usines, tend à s'élargir dans l'avenir.

L'article 2 de la convention passée avec l'Etat le 4 octobre 1917, prévoyait que le C. C. A. pourrait être chargé « s'il y a lieu », dans les mêmes conditions de fonctionnement que pour les cessions, c'est-à-dire sans bénéfice, de la vente des marchandises « que l'Etat mettrait à sa disposition et qui proviendraient soit d'approvisionnements non utilisés dans les usines travaillant pour l'armée, soit de réquisitions, soit de reprises en pays ennemi, soit de confiscations ou d'embargo sur des marchandises ennemies. »

Le Comptoir Central d'Achats est devenu l'agent actif de la liquidation des stocks et des prises de guerre.

Depuis le 1^{er} juillet 1919, il est autorisé à vendre au comptant, aux industriels des régions libérées, les matières premières et tous objets dont il dispose, en dehors de ceux qu'il doit leur accorder par voie de cession, à valoir sur leurs dommages de guerre et jusqu'à concurrence de leur montant.

C'est ainsi que, dans la mesure où des marchandises sont mises à leur disposition par l'Etat, les agences du C. C. A., en réalisant ces nouvelles opérations de vente au comptant, dans des conditions toujours avantageuses pour les sinistrés, favorisent encore par ce procédé la reprise de l'activité industrielle des régions libérées.

CHAPITRE IV

Les Comités régionaux de reconstitution industrielle. Leur création dans le 1^{er} secteur : Le Comptoir régional d'achats (C. R. A.)

Dans le but d'associer les sinistrés aux questions d'ordre général intéressant la reconstitution industrielle des départements libérés, le Ministre, sur la proposition de l'O. R. I., prenait un arrêté, le 22 janvier 1919, qui créait dans les différents secteurs de l'office un « Comité régional de Reconstitution Industrielle ».

Ce Comité est appelé à donner son avis sur les questions qui lui sont soumises par le chef de secteur. Il se recrute parmi les industriels, au sein des assemblées corporatives et des Chambres de Commerce.

Il est composé de la façon suivante :

1° Deux membres délégués par chacune des Chambres de Commerce dont le siège se trouve compris dans le périmètre du secteur ;

2° Des membres, en nombre variable, désignés par le Ministre de la Reconstitution Industrielle, sur avis de l'O. R. I. ;

3° Le chef du secteur ;

4° Des représentants des divers Ministères, notamment des Travaux publics et Transports, après accord avec les ministères intéressés.

Le Comité régional, une fois constitué, est présidé par un de ses membres désigné par le Ministre. Il élit une commission financière, qui collabore avec le chef de secteur et ses

services administratifs à la préparation des mesures de nature à accélérer le règlement des avances. Il veille d'une manière générale à l'exécution des prescriptions relatives aux **questions de reconstitution industrielle**.

L'influence du Comité régional du premier secteur a été d'une réelle importance. Elle s'est traduite, non seulement par des améliorations de détail, apportées dans les différents services des agences et sous-agences de l'O. R. I., mais aussi par la création d'un organisme nouveau, dont le but est de simplifier le fonctionnement du régime des cessions.

Le Comité régional du premier secteur se réunissait pour la première fois le 12 février 1919.

Désireux de hâter, dans la mesure de ses moyens, le mouvement de reprise de l'activité industrielle dans le Nord libéré, qu'à son regret il constatait « beaucoup trop lent » dès cette séance d'ouverture, le Comité se mettait aussitôt à l'œuvre. On relève au procès-verbal de la seconde réunion, qu'il tenait huit jours après, la formation de la Commission financière prévue par l'arrêté ministériel du 22 janvier 1919, à laquelle il donnait mission d'enquêter sur les moyens les plus propres à organiser une action utile. Un de ses membres donnait, trois semaines plus tard, lecture au Comité d'un projet, qui avait été retenu par la Commission, tendant à renforcer et à développer l'œuvre du Comptoir Central d'Achats, par une utilisation du commerce local. Celui-ci lui servirait d'intermédiaire, et déchargerait d'autant, pour les ventes au détail, ses services reconnus trop encombrés par les demandes minimes de matières premières et de petit outillage, en procédant de la façon suivante : Les achats de marchandises seraient faits par les commerçants à leurs fournisseurs habituels, sous réserve que les prix d'acquisition ne dépasseraient pas ceux d'un tarif qui serait fixé par le C. C. A. ; les ventes seraient faites aux sinistrés d'après un catalogue chiffré,

laissant à ces commerçants une marge de bénéfices normale. Le Comptoir délivrerait aux industriels des carnets de bons, avec lesquels ils payeraient le montant de leurs achats. Les commerçants se les feraient rembourser sur simple présentation à l'agence du secteur.

Le régime des avances et des cessions en vigueur n'en aurait pas été changé, et cette façon de procéder aurait eu l'avantage de donner au C. C. A. des auxiliaires précieux, tout en favorisant la reprise de l'activité commerciale, au bénéfice d'une catégorie intéressante de sinistrés des régions libérées.

Des réunions qui groupèrent les représentants du commerce du premier secteur de reconstitution industrielle eurent pour effet de rallier les bonnes volontés de tous les intéressés, et il ne manqua pour la réalisation de ce projet que l'approbation ministérielle. Sa nouveauté effrayait sans doute... Il n'eut pas de suite.

Le Comité régional, que cet échec n'avait pas découragé, continuait à suivre avec attention les difficultés que rencontrait dans la marche trop rapidement croissante de ses affaires l'agence du Comptoir Central d'Achats du premier secteur. Un sentiment d'inquiétude dominait les esprits, car, dans ce secteur, qui est formé de la région la plus industrielle, en même temps que l'une des plus éprouvées, des départements libérés, l'affluence des demandes de cession devenait telle, que le moment ne pouvait être loin où, malgré leur développement continu, un encombrement de ses services ne manquerait pas de se produire.

Il fallait parer à cette éventualité en ouvrant un nouveau débouché pour la satisfaction des besoins des industriels sinistrés, et en faisant en sorte que le nouveau moyen employé ne risquât pas lui-même, à un moment donné, de ne plus suffire encore.

Le Comité régional, après une attentive étude de la ques-

tion, émettait, dans le courant d'avril 1919, le vœu suivant, qui en est la conclusion :

« Le Comité, dit ce vœu, sur l'observation de plusieurs de
« ses membres, relativement aux délais considérables que
« prend le Comptoir Central d'Achats pour venir en aide aux
« industriels, estimant que la situation, déjà grave, ne pourra
« qu'empirer, décide de demander au Ministre l'autorisation
« de créer un organisme jouissant des mêmes prérogatives
« que le C. C. A., mais conçu avec une organisation nou-
« velle, limitant son objet à la région et possédant sur place
« les moyens nécessaires pour exécuter le programme de la
« reconstitution dans toute l'ampleur qu'il comporte. »

La demande contenue dans ce vœu, et son projet, n'auraient peut-être pas encore été pris en considération et agréés, si l'insuffisance des services du Comptoir Central d'Achats dans le premier secteur n'avait nécessité des mesures immédiates. Le Comité régional réclamait, en somme, que prenne fin le monopole de fait qu'exerçait le C. C. A. pour la fourniture du matériel et de l'outillage industriel, reconstitués au moyen des avances. Il demandait la création d'un nouvel organisme, qui, partant d'un point de vue différent de celui adopté jusqu'alors, aurait limité son action à l'égard des industriels à des opérations bancaires.

Cet organisme devait laisser aux sinistrés le choix de leurs fournisseurs et le soin de la discussion de leurs marchés **directement avec eux**, n'intervenant pour le compte de l'Etat qu'au moment de l'acceptation des conditions des contrats.

Le Ministre, vers la fin d'Avril, donnait une réponse favorable au vœu qui lui avait été adressé, et se déclarait prêt à examiner les propositions qui lui seraient faites pour la réalisation du projet.

Le Comité régional abordait aussitôt l'étude du fonctionnement pratique des services à créer pour l'organisme nouveau, qui prenait le nom de « Comptoir Régional d'Achats ».

nal de de reconstitution industrielle, comme le Comptoir Central d'Achats avait été celle de l'Association Centrale, fût constitué, le 14 mai 1919, en société anonyme, au capital de 250.000 francs, divisé en cinq cents actions, réparties exclusivement entre les industriels du premier secteur.

Le Conseil d'Administration est composé de quinze membres. Il a tous les pouvoirs pour la conclusion des opérations de la société.

A la tête des services centraux du C. R. A., dont le siège est à Lille, est placé un Comité de Direction. Il agit par deux de ses membres, à qui est confiée la signature sociale.

L'objet de la société, qui est devenue mandataire de l'Etat en vertu de la convention passée avec lui le 25 avril 1919, conformément à la loi du 6 août 1917, est de « faciliter, avec « le concours et sous le contrôle du Ministre de la Reconsti- « tution Industrielle, la reprise de l'activité industrielle dans « la zone du premier secteur des régions libérées. »

Le C. R. A. procède, pour le compte de l'Etat, aux achats de matières premières, d'outillage, d'articles et de produits d'entretien, visés par l'article premier de la loi du 6 août 1917, et à leur cession, réservée exclusivement aux industriels du premier secteur (1).

La particularité qui différencie la forme des opérations effectuées par le Comptoir Régional de celles du Comptoir Central, réside en ce que le C. R. A. prend à son compte les contrats préparés par les industriels, à la condition qu'ils lui paraissent justifiés, tandis que le C. C. A. les passe lui-même, après en avoir discuté les termes directement avec les fournisseurs et sans intervention des sinistrés intéressés (2).

(1) Une Assemblée générale extraordinaire du Comptoir Régional d'Achats, tenue le 26 septembre 1919, a décidé, après accord avec le Ministre de la Reconstitution Industrielle, d'étendre l'action de la Société sur la zone constituée par le 7^e Secteur.

(2) Nous avons vu que ceux-ci pouvaient cependant être invités à indiquer les propositions de marchés qui leur auraient été faites, ou, en cas de demande de cession de matériel spécialisé, à s'entendre directement avec les fournisseurs.

Les opérations du Comptoir Régional sont, du reste, régies par les mêmes règles que celles qui s'appliquent aux opérations du Comptoir Central d'Achats, pour tout ce qui concerne le régime des cessions ; mais les conditions dans lesquelles il y procède sont différentes, en raison de la particularité du fonctionnement de cet organisme.

Le sinistré, après s'être fait ouvrir un crédit provisoire à l'agence du premier secteur de l'O. R. I., suivant la procédure que nous avons étudiée plus haut, s'adresse aux fournisseurs qu'il croit les plus susceptibles de lui procurer les objets nécessaires à la reconstitution de son industrie. Il s'entoure, à cet égard, de toutes les garanties d'exécution, de prix et de livraison qu'il juge désirables. Lorsqu'il a terminé l'étude des propositions qu'il a reçues, il établit sa commande, en s'adressant au fournisseur qui lui offre le plus d'avantages, comme il le ferait normalement, dans son intérêt bien compris. Il envoie ensuite au chef du premier secteur de l'O. R. I. la commande qu'il a l'intention de passer, accompagnée des devis et d'une demande d'avance correspondant au montant de son prix.

S'il s'agit d'articles dont les prix ne sont pas bien déterminés, en raison de leur rareté ou de leur spécialité, il est demandé à l'industriel sinistré, pour que le contrôle exercé plus tard par le C. R. A. puisse se faire avec célérité, d'y joindre également les diverses offres justifiant de la sincérité de son étude. En cas de différence sensible des prix offerts, le sinistré est invité à faire connaître le motif de sa préférence.

Après examen des documents, le chef du premier secteur fait parvenir au C. R. A. la demande de cession, lorsqu'il a constaté qu'elle est fondée et en rapport avec l'importance des pertes subies par l'industriel.

Le Comptoir Régional exerce alors son contrôle sur les

(1) Nous avons vu que ceux-ci pouvaient cependant être invités à indiquer les propositions de marchés qui leur auraient été faites, ou, en cas de demande de cession de matériel spécialisé, à s'entendre directement avec les fournisseurs.

prix et conditions des achats envisagés et examine notamment le dossier des diverses offres qui ont pu être jointes aux demandes de cession. Si la commande porte sur des matières premières ou des produits d'entretien, dont la qualité, influençant sensiblement les prix, peut être vérifiée par analyse, il se charge d'examiner les échantillons que l'industriel lui fait parvenir.

Lorsque les conditions en ont été reconnues fondées, le C. R. A. vise pour acceptation les commandes, et les retourne avec les devis au sinistré, à qui incombe le soin de les faire parvenir à son fournisseur. De cette façon, l'industriel reste en contact direct avec celui-ci, et peut suivre l'état d'avancement de sa commande, le C. R. A. n'intervenant plus jusqu'à la livraison. De son côté, le fournisseur se trouve véritablement en présence d'un client connu de lui : L'un et l'autre ont avantage à ce que la fourniture soit bonne, le sinistré parce qu'il s'agit de son intérêt immédiat, et le fournisseur parce qu'il doit avoir le désir de s'assurer sa clientèle pour l'avenir.

Cet avantage mérite d'être souligné, car il est de fait que la façon dont sont passées les commandes par le Comptoir Central d'Achats, mettant les fournisseurs en présence de ses seuls représentants, n'est pas de nature à stimuler leur zèle pour leur meilleure fourniture. Ignorant la plupart du temps la destination qui sera donnée à ce qu'ils livrent à cet organisme anonyme, ils subissent l'influence fâcheuse, de nature psychologique, qui fait qu'un travail effectué pour un inconnu est généralement moins soigné que celui qui est exécuté pour un destinataire déterminé.

Le Comptoir Régional met donc l'industriel sinistré, le client, à proprement parler, en présence de ses fournisseurs pendant toute la période des négociations, et il l'y laisse jusqu'à la livraison de sa commande.

Lorsque la fourniture en est faite et reconnue conforme par l'industriel lui-même, le C. R. A. prend contact avec le four-

nisseur. Après avoir contrôlé, s'il le désire, la sincérité de la livraison, il se substitue au sinistré et, au nom de l'Etat, ordonnance le paiement.

Comme nous l'avons vu en étudiant le régime des cessions faites par le Comptoir Central, les paiements, suivant les conditions stipulées aux commandes, peuvent être préalables échelonnés, ou postérieurs à la livraison. Le fournisseur est toujours payé par chèques.

L'ensemble des procédés employés par le Comptoir Régional présente une supériorité sur ceux du Comptoir Central, pour la solution rapide et surtout plus commerciale des affaires qui lui sont confiées. Le C. R. A., au lieu de tout traiter par lui-même et de risquer l'encombrement de ses services, met à contribution l'industriel qui s'adresse à lui. Celui-ci se soumet d'autant plus volontiers à cette façon de procéder qu'il peut mieux satisfaire ses intérêts et préfère agir par lui-même pour obtenir aussi exactement que possible ce dont il a besoin.

La nouveauté des conditions de fonctionnement du Comptoir Régional d'Achats apparaît surtout dans la simplicité de son intervention, qui est réduite à un strict minimum. Elle peut se résumer en l'exercice d'un contrôle sur les trac-tations entre les sinistrés et leurs fournisseurs, afin de satisfaire aux conditions de garantie de la sincérité des opérations que l'Etat est en droit d'exiger pour accorder des avances sur les dommages de guerre. Ses avantages sont de permettre aux industriels, dans la limite extrême de la liberté d'initiative qui puisse leur être laissé, de se procurer eux-mêmes les fournitures nécessaires à la reconstitution de leurs industries.

Le C. R. A. joue le rôle de banquier, pour leur procurer les fonds qu'ils ne pourraient pas obtenir du crédit ordinaire, en leur donnant la possibilité de les trouver, par son inter-médiaire, au moyen des avances que leur consent l'Etat.

L'exemple du Comité Régional de reconstitution industrielle du premier secteur n'a pas été suivi dans les autres secteurs (1).

Il est vrai que le besoin d'un organisme nouveau ne s'est pas fait sentir partout avec autant d'acuité que sur l'étendue de son territoire.

L'effet de la création et du développement très rapide des services du C. R. A. a été de « décongestionner » (2) ceux de l'agence de Lille du Comptoir Central d'Achats.

Les industriels, en présence de la simplification et de l'attrait des procédés nouveaux employés par le Comptoir Régional, sont venus à lui très nombreux.

A l'heure actuelle, les deux organismes fonctionnent parallèlement, mais ne suffiraient pas à remplir la tâche à laquelle ils se dévouent, si un régime de paiement par chèques des avances aux industriels n'était venu soulager leurs services depuis le mois de juillet 1919. Nous en faisons plus loin l'étude.

(1) En effet, dans le septième Secteur, où fonctionne, depuis le mois d'octobre 1919, le C. R. A., il n'y a pas eu de création d'organisme nouveau, mais une simple extension des services du Comptoir Régional d'Achats du premier Secteur.

(2) Au procès-verbal de la séance du Comité Régional du 2 septembre 1919.

CHAPITRE V

La récupération du matériel détruit ou enlevé par l'ennemi

L'ennemi, trouvant du matériel industriel dans les usines des régions qu'il occupait, s'est fait un droit, le droit du plus fort, mais en opposition absolue avec celui des conventions de La Haye de 1899 et 1907, d'enlever les machines et l'outillage qui lui convenaient, pour les transporter en Allemagne.

Ce qui ne paraissait pas devoir lui être utile, mais dont les industriels auraient pu tirer parti au lendemain de la libération des départements envahis, pour reprendre la lutte sur le terrain économique, il le détruisait sur place, en ayant soin de prélever les parties faites des métaux devenus rares, nécessaires à ses usines de guerre.

L'Association Centrale pour la reprise de l'activité industrielle dans les régions envahies s'était préoccupée, dès le début de ses travaux, des conséquences de ces déprédations et des mesures qu'il y aurait lieu de prendre pour y remédier. Il apparut immédiatement que la seule reconstruction de l'outillage et des machines enlevés ou détruits, serait insuffisante pour réparer le désastre, l'effort du pays tout entier dût-il être assuré dans ce but.

Il fallait donc obtenir la restitution du matériel transporté dans les usines allemandes, et, en cas d'impossibilité d'arriver à cette restitution, ou si la destruction en avait été faite sur place, il était indispensable d'obliger l'ennemi à fournir l'équivalent de ce qu'il avait enlevé ou détruit.

A plusieurs reprises, l'Association Centrale, représentée par

son Conseil d'Administration, est intervenue dans ce sens auprès des Pouvoirs publics. Elle a obtenu certaines satisfactions. Une clause de la convention d'armistice, signée le 11 novembre 1918, a consacré le principe de la reprise en nature du matériel enlevé par les Allemands, et le traité de Versailles, dans son article 238, prévoit que « l'Allemagne « effectuera, en se conformant à la procédure établie par la « Commission des réparations, la restitution en nature des « machines enlevées, saisies ou séquestrées... dans le cas où « il sera possible de les identifier sur le territoire de l'Alle-
« magne ou sur celui de ses alliés. »

En ce qui concerne le remplacement du matériel détruit, l'Association Centrale avait provoqué, dès l'ouverture du Congrès de la Paix, une réunion de ses Comités corporatifs, à l'effet d'examiner les conditions d'application de la reprise qui était envisagée. Cette assemblée fut d'avis, après enquête dans les régions libérées, d'appuyer, d'accord avec les représentants de l'Office de Reconstitution Industrielle, un projet qui tendait à la récupération par équivalence du matériel détruit par l'ennemi au cours de l'occupation.

Le traité de paix tient compte des désirs exprimés, et, dans son annexe n° IV, l'Allemagne s'oblige « à remplacer par « des articles de même nature existant sur le territoire alle-
« mand à la date de la mise en vigueur du traité » les machines et l'outillage qui ont été détruits dans les départements qu'elle a occupés. Ce remplacement doit être fait avant l'expiration d'un délai de quatre ans.

Beaucoup d'industriels demandent à recevoir, en remplacement de leur matériel détruit, un matériel semblable à prélever dans les usines allemandes. Il y a lieu de se garder d'une erreur qui serait d'envisager comme une mesure générale, devant être appliquée à tout le matériel détruit, ce mode de récupération. Il est bien certain notamment que, s'il est possible d'obtenir, dans un délai plus court que celui reconnu à l'Allemagne pour s'exécuter, le matériel nécessaire à la

remise en marche de nos industries, soit chez nos alliés, soit dans nos propres usines, il y a tout intérêt à ne pas installer de matériel allemand dans les régions libérées.

En faisant venir d'Allemagne leurs machines, les industriels s'engagent dans une opération dont ils ne peuvent estimer toute l'importance. Ces fournitures auront ultérieurement pour conséquence des achats de pièces de rechange allemandes et elles entraîneraient fatalement des achats de nouvelles machines en Allemagne.

Où tout le monde est d'accord pour profiter des facultés qui sont accordées par le traité de paix, c'est lorsqu'il s'agit de machines spéciales, qui ne se construisent qu'en Allemagne. Il faut éviter, au contraire, que des achats de machines en pays ennemi, alors qu'ils pourraient être faits en France ou en pays alliés, ne soulèvent des récriminations justifiées.

Ainsi se présente très complexe, par les problèmes qu'elle soulève, la question de la récupération des machines détruites ou enlevées par l'ennemi. Le principe ayant été admis, et sa reconnaissance officielle accomplie par le traité de paix, voyons maintenant quelle est l'organisation pratique de sa réalisation.

Une enquête permanente est ouverte au Ministère de la Reconstitution Industrielle, en vue de permettre la confrontation entre les besoins des sinistrés et les ressources qui peuvent être prélevées sur l'actif industriel de l'Allemagne pour les satisfaire. Il s'agit d'établir une nomenclature des reprises en nature à effectuer, afin d'en utiliser les éléments au fur et à mesure des possibilités de livraison de ce pays.

A cet effet, l'O. R. I. fait demander aux sinistrés, depuis le mois de juillet 1919, par l'intermédiaire de l'Association Centrale et des agences des différents secteurs de reconstitution industrielle, la liste des machines et de l'outillage, en général, qu'il y aurait intérêt à reprendre sur le territoire allemand.

En ce qui concerne spécialement le matériel enlevé, dont

L'emplacement en Allemagne est connu, il fait obtenir aux industriels auquel il est présumé appartenir, les passeports et sauf-conduits nécessaires pour aller le reconnaître.

Des délégués du Gouvernement français, accompagnés d'experts désignés par l'O. R. I., sont actuellement en Allemagne. Ils ont la mission de se rendre compte sur place de l'intérêt que peut avoir le retour en France des machines reconnues ou réclamées par les sinistrés. Ils préparent, avec les autorités allemandes, les programmes d'envoi de matériel à expédier dans les régions libérées, conformément au traité de paix. Ils reçoivent du Gouvernement allemand, enfin, tous les renseignements dont ils peuvent avoir besoin pour accomplir leur mission.

En vertu des dispositions de l'annexe III du traité de paix, ces délégués font partie de droit de la Commission Interalliée et Associée des réparations prévue par l'article 233, et jouissent dans l'exercice de leurs fonctions de tous les droits et immunités accordés en Allemagne aux agents diplomatiques accrédités.

L'Office de Reconstitution Industrielle centralise les renseignements fournis par les sinistrés. Toute machine, toute espèce d'outillage, et, d'une manière générale, toute catégorie de matériel industriel, doit faire l'objet d'une feuille signalétique que l'intéressé adresse à l'O. R. I.

Sous la forme d'un double questionnaire, suivant que le matériel a été détruit sur place ou enlevé, elle réunit les indications que son propriétaire est en mesure de fournir, pour faciliter les recherches en Allemagne ou y permettre une reprise en nature éventuelle. Il y ajoute, à cet effet, les indications qui lui paraissent intéressantes sur les usines allemandes qui, ayant des fabrications similaires aux siennes, pourraient être mises à contribution pour lui fournir des machines de remplacement.

Au point de vue administratif, les choses se passent de la façon suivante : l'O. R. I. prend à sa charge le matériel

retrouvé ou récupéré, et le cède aux industriels, par l'intermédiaire du Comptoir Central d'Achats. Cette cession, comme les autres, est faite sur délégation d'une fraction de l'indemnité qui sera accordée aux sinistres pour dommages de guerre, et le montant de son prix est porté au débit de leur compte provisoire à l'agence de leur secteur.

Le régime du « butin de guerre » (1), ainsi appelé parce que le matériel enlevé par l'ennemi devient fictivement la propriété de l'Etat français quand il est retrouvé en Allemagne ou à l'étranger, est certainement discutable au point de vue juridique. On n'aperçoit pas, en effet, sur quels textes de droit civil ou international peut bien s'appuyer la théorie de cette fiction, qui décide qu'un bien volé à l'un de ses nationaux, en temps de guerre et par un ennemi belligérant, devient la propriété du pays vainqueur, qui a obligé le vaincu à le lui restituer. Eu égard aux principes généraux de droit, on ne peut, en effet, que s'étonner de voir ainsi transformée la notion de la propriété et celle du droit de suite sur le produit d'un vol. Mais la situation nouvelle résultant des conséquences de la guerre, a nécessité, sinon l'emploi de moyens juridiques nouveaux, du moins la pratique d'un procédé qui a l'avantage d'être à la fois équitable et simple.

Si l'industriel perd son droit de propriété sur son matériel enlevé par l'ennemi et retrouvé ensuite en Allemagne ou ailleurs, c'est parce que l'Etat désire sauvegarder son intérêt, qui est de tenir compte de la dépréciation de sa valeur. Un matériel qui a subi de successifs démontages, transports et remontages, risque fort, en effet, d'être déprécié, d'autant plus qu'il aura souvent fonctionné aussi dans les usines ennemies où il a été envoyé.

En obligeant l'industriel à le reprendre, il faudrait, en même temps, pour tenir compte de ce préjudice, l'indemniser

(1) Bulletin de l'agence du premier secteur de l'O. R. I., juillet 1919.

du montant de la valeur de cette dépréciation. Ce serait là une source de conflits que l'Etat a cherché à éviter. Il a résolu la difficulté en se déclarant propriétaire de ce matériel. Le sinistré à qui il a appartenu devient seul juge de sa décision d'en accepter ou d'en refuser le retour, suivant son intérêt. S'il le reprend, ce ne peut être que dans l'état où il est, et sans aucune indemnité, les frais de transport et tous autres, de démontage en Allemagne et de remontage dans son usine, étant, suivant les clauses du traité de paix, à la charge de l'Allemagne. S'il en préfère le remplacement, il en fait la déclaration et il est considéré dans l'avenir comme un sinistré dont le matériel n'a pas été retrouvé ; dans ce cas, machines et outillage restent à la disposition de l'Etat, qui décide de leur livraison et les prend à son compte.

La situation qui résulte de la fiction employée pour régler la question des reprises en nature, n'est pas le côté le moins curieux de l'organisation de ce mode de reconstitution.

Elle est pratique, sinon très juridique, et paraît jusqu'ici, bien que la récupération du matériel industriel soit encore à ses débuts (1), devoir donner des résultats satisfaisants.

(1) Au 1^{er} octobre 1919, 300.000 tonnes de matériel industriel avaient été restituées par l'Allemagne, conformément aux clauses de l'armistice, reproduites dans l'article 238 du traité de paix.

CHAPITRE VI

Quelques moyens spéciaux de reconstitution industrielle

Matières premières

Les sinistrés peuvent s'adresser à l'Office de Reconstitution Industrielle, en principe jusqu'à concurrence du montant des avances susceptibles de leur être accordées sur le montant de leurs dommages de guerre, pour obtenir, soit directement, soit par l'intermédiaire du Comptoir Central d'Achats (1), des matières premières. Une fois cette limite atteinte, ils doivent, en règle générale, se les procurer dans le commerce à leurs risques et périls.

Mais cette règle souffre de larges exceptions, en raison de la situation des sinistrés, qui ne cesse pas d'être digne d'intérêt du jour où ils se trouvent en état de remettre en marche leurs usines. L'Etat les favorise encore dans la période du début de la reprise de leurs affaires, en les laissant profiter de marchés avantageux et en leur facilitant la constitution de leurs premiers approvisionnements.

Par le Comptoir Central d'Achats les industriels des régions libérées obtiennent les produits de la liquidation des stocks de guerre. Par le service des Ponts-et-Chaussées, ils se procurent les matériaux des dépôts qui ont été constitués en divers points des territoires reconquis, et non utilisés avant

(1) Et du Comptoir Régional d'Achats, sur l'étendue des premier et septième secteurs de l'O. R. I.

l'armistice. Par l'intermédiaire des Intendances française et anglaise, ils ont encore l'avantage d'obtenir les matières premières utiles à leur industrie, laissées dans les stations-magasins et parcs du Génie après l'avance des troupes.

Pour effectuer ces achats, soit au comptant, soit au moyen d'avances, ils s'adressent au chef de secteur de l'O. R. I. Le prix des marchés est fixé par ses soins, après entente avec les services intéressés, et le règlement s'en effectue suivant les formalités habituelles des paiements en matière administrative.

Lorsqu'un industriel désire importer des matières premières (ou du matériel), il se met en rapport direct avec le fournisseur étranger qui est en mesure de les lui fournir, et conclut un accord avec lui sur la nature, la quantité et le prix approximatif de ce qui doit faire l'objet de la commande.

Si l'entrée en France des marchandises dont il s'agit n'est pas autorisée par la réglementation douanière, l'industriel peut faire appel aux services de l'O. R. I. pour obtenir, à titre exceptionnel, la levée de la prohibition d'importation.

L'Office de Reconstitution Industrielle, après avoir apprécié le bien fondé de la demande, fait accorder, dans la mesure du possible, par la Direction générale des Douanes, une autorisation d'importer, « que justifient, dit son texte, les circonstances difficiles de la reprise de la vie économique dans « les régions libérées. »

L'article 235 du traité de Versailles, portant sur les réparations dues et reconnues par l'Allemagne, stipule que celle-ci pourra être obligée à livrer « telles quantités de matières premières jugées utiles, afin de permettre aux puissances alliées « et associées d'entreprendre immédiatement la restauration « de leur vie industrielle et économique, en attendant la « fixation définitive du montant de leurs réclamations. »

Le Gouvernement allemand est tenu, en conséquence, de

« fournir à la Commission des réparations tous les renseignements dont elle pourra avoir besoin, sur les approvisionnements et la production courante des matières premières en Allemagne. » (Article 240).

Pour l'industrie, la question des approvisionnements en matières premières est primordiale. Les difficultés actuelles de sa solution devenant toujours croissantes, il serait très désirable de profiter au plus tôt de ces dispositions du traité de paix. Elles ne sont pas encore en vigueur (1), et on peut s'attendre à ce que des objections ne manquent pas de surgir du côté allemand, quand il s'agira de les appliquer. Malgré le contrôle de la Commission des réparations, l'Allemagne mettra certainement une mauvaise volonté facile à comprendre, pour livrer aux Alliés les matières premières qui constituent un élément important de ses ressources économiques.

Aussi doit-on ne compter sur ce moyen d'en procurer à l'industrie des régions libérées que d'une façon très incertaine et, sans doute, pour un avenir encore très lointain...

Charbons

La fourniture du charbon aux industriels, qui éprouvent de si grandes difficultés à se procurer le combustible nécessaire au fonctionnement de leurs usines, a été réglée au moyen d'une procédure particulière.

Les industriels adressent leurs demandes à la Chambre de Commerce du ressort dont ils dépendent. Celle-ci a la charge de répartir entre les intéressés l'allocation globale mise à sa disposition par le Bureau National des charbons.

Pour fournir à cet organisme les données qui lui permettent d'établir les quantités raisonnables à mettre à sa disposition,

(1) La ratification du traité de paix par l'Allemagne est probable pour le courant de janvier 1920.

elle recueille, tant auprès des chefs de secteur de l'O. R. I. que des industriels eux-mêmes, les indications nécessaires à cet effet.

Quand le combustible a été, d'après sa répartition, délivré aux parties prenantes, celles-ci ont deux manières d'en acquitter le prix : soit qu'elles règlent directement la Chambre de Commerce, soit qu'elles lui remettent un « bon de cession » délivré par l'Agence de secteur de l'O. R. I. Ce bon est remboursé à la Chambre de Commerce par mandat du chef de secteur ; et c'est cette dernière qui opère le règlement du montant de la fourniture globale au Bureau National des charbons.

Signalons, pour mémoire, l'engagement pris par l'Allemagne, dans les conditions de l'armistice du 11 novembre 1918, et contenu dans les dispositions de l'article 236 du traité de Versailles, d'envoyer en France les quantités de charbons fixées par la Commission des réparations, au fur et à mesure de ses disponibilités.

Le charbon allemand du bassin de la Ruhr a commencé à arriver en France au mois de juin 1919, et a été réservé par le Bureau National aux régions libérées. Il y apporte un appoint, qui, avec le temps, pourra devenir appréciable.

Main-d'œuvre

Une des préoccupations de l'Association Centrale pour la reprise de l'activité industrielle dans les régions libérées, avait été de préparer la solution de la question de la main-d'œuvre, qui, au lendemain de la libération des territoires occupés, allait se poser avec une acuité particulière.

Au début de 1916, était créé au siège de l'Association un « service de reconstitution du personnel ». Il a fonctionné trois ans dans les conditions que nous avons vues (1).

Aujourd'hui, un chef d'établissement, qui est dans l'impossibilité de reprendre le travail parce qu'il manque d'ouvriers ou d'employés, fait appel à ce service. Il y trouve généralement un personnel susceptible de remplacer celui qu'il a perdu, victime de la guerre, et en particulier les spécialistes qui ont abandonné la région ravagée de son établissement. Quand celui-ci est remis en état de marche, mais isolé au milieu des ruines désertées par la population, l'industriel n'a d'autre ressource pour se procurer la main-d'œuvre qui lui fait défaut, que de s'adresser à l'O. R. I., à la disposition duquel ont été mis par l'Association Centrale tous les éléments de son « service de reconstitution du personnel ».

S'il s'agit de faire venir des ouvriers dans une région où les conditions d'existence sont particulièrement difficiles, l'industriel doit indiquer les moyens qu'il compte employer pour leur assurer des moyens de logement (dans des maisons provisoires, par exemple) et de ravitaillement indispensables. Il fait connaître, en outre, au chef-lieu de secteur les salaires qu'il leur offre, ainsi que le prix moyen de la vie dans la région où se trouve son entreprise. Ces renseignements sont indispensables pour permettre à l'O. R. I. de soumettre les conditions du travail au personnel inscrit au service de la main-d'œuvre, avant de l'envoyer dans la zone dévastée.

Au fur et à mesure de la démobilisation, ce service a fourni à l'industrie renaissante des régions libérées un apport d'ouvriers et d'employés important.

Il arrive fréquemment que l'industriel sinistré a à faire remettre en ordre de marche des machines de provenance

(1) Dans la première partie, chapitre premier : l'initiative privée.

allemande, ou construites sur brevets allemands, qui ont été détériorées pendant l'occupation.

L'Office de Reconstitution Industrielle a résolu, dans une certaine mesure, la difficulté de se procurer la main-d'œuvre spécialisée nécessaire à l'exécution des réparations. D'accord avec l'Inspection Générale des prisonniers de guerre, il fait rechercher, parmi les Allemands détenus en France, les ouvriers spécialistes qui peuvent être employés utilement à ces travaux.

Le prix des journées de prisonniers est payé par l'industriel et doit être versé à l'Intendance militaire. Il entre en ligne de compte, dans l'établissement des devis pour réparations, comme s'il s'agissait d'ouvriers civils, et donne droit, au même titre, aux avances prévues par la réglementation en vigueur.

La question de la main-d'œuvre civile allemande pour la reconstitution des régions libérées, agitée dès le début des négociations du traité de Versailles, a fait l'objet, dans ces derniers mois, des préoccupations des diverses Commissions chargées de l'exécution des conditions de paix.

L'Allemagne s'est offerte à fournir un chiffre de 150.000 ouvriers pour effectuer les restaurations matérielles dans l'ensemble des départements français qui ont eu à souffrir de la guerre. Cette proposition, qui lui permettrait de trouver un débouché pour l'utilisation de sa main-d'œuvre inemployée, ne semble pas avoir été accueillie favorablement. Des pourparlers sont encore actuellement échangés entre Gouvernements français et allemand. Ils se heurtent à des difficultés d'ordre à la fois politique et économique. Aussi reste-t-il douteux que l'organisation d'un envoi en France d'ouvriers allemands pour la reconstitution des régions libérées vienne à se réaliser.

Elle est dans le domaine des possibilités lointaines, encore que fort improbables...

Transports

Nous avons vu que les industriels sinistrés pouvaient obtenir des avances pour se procurer les chevaux et véhicules automobiles dont ils ont besoin, dans les ventes organisées par le service des Domaines.

Mais, si l'utilité de ces achats se vérifie pour ceux qui, ayant une importante entreprise, ont des besoins de transports également importants, pour beaucoup d'autres cette dépense est une erreur, et leur intérêt est de faire appel aux services de l'Office de Reconstitution Industrielle, qui mettent à leur disposition des camions automobiles et des voitures hippomobiles dans des conditions de prix intéressantes.

Nous signalons cet avantage pour être complet, dans le désir que nous avons de faire mention de tout ce qui concourt à la reprise de l'activité industrielle des régions libérées.

Ajoutons, enfin, dans cet ordre d'idées, que les industriels qui n'arrivent pas à se procurer les machines, l'outillage et les matières premières qu'ils ont commandés, en raison des difficultés de leur envoi en région libérée, peuvent, en s'adressant à l'O. R. I., faire une demande de « priorité » de transport, qui est accordée, le cas échéant, par la Direction des Chemins de Fer au Ministère des Travaux Publics.

TROISIÈME PARTIE

L'ORIENTATION NOUVELLE
DE LA RECONSTITUTION
INDUSTRIELLE

TROISIÈME PARTIE

L'ORIENTATION NOUVELLE DE LA RECONSTITUTION INDUSTRIELLE

CHAPITRE I

Les avances en espèces et le paiement par chèques

Le 12 juillet 1919, paraissait une circulaire ministérielle « apportant des simplifications au mode de paiement et aux « conditions d'allocation des avances aux industriels sinistrés. »

La date de cette circulaire marque, en quelque sorte, la fin d'une époque dans l'étude qui nous intéresse. Ses dispositions nouvelles, qui apportent des modifications importantes dans le régime des avances pratiqué depuis plus de huit mois, sont appelées à avoir un profond retentissement dans l'avenir.

Pour saisir l'opportunité des mesures qu'elle décide, il est nécessaire de rappeler en quelques mots les circonstances qui les ont déterminé.

Au moment où il fut question de la création du Comptoir Régional d'Achats dans le premier secteur de reconstitution industrielle, le Comptoir Central ne pouvait plus suffire, nous l'avons dit, à satisfaire le nombre croissant des sinistrés qui s'adressaient à lui. Sur l'initiative du Comité Régional du premier secteur, fût alors créé, en vue de le soulager, le Comptoir Régional.

Le remède trouvé à cette époque eut un heureux effet, mais il risquait encore de n'être qu'un palliatif, malgré la nouveauté des méthodes que devait employer cet organisme.

Dans les autres secteurs, les services du C. C. A., qui n'étaient allégés par aucun organisme semblable, commençaient à se montrer insuffisants dans la réalisation de leur tâche.

La situation risquait de s'aggraver dans des conditions dont il était facile de prévoir les conséquences désastreuses. Les Chambres de Commerce et les différents groupements industriels des départements intéressés, prirent alors l'initiative de l'envoi d'une délégation à la Commission parlementaire des régions libérées, réclamant des mesures énergiques de la part des Pouvoirs publics en vue de parer à l'insuffisance des moyens mis à la disposition des sinistrés pour reconstituer leurs industries.

A la suite des études qui furent faites pour remédier aux difficultés de la situation, on en vint à penser que la création de nouveaux organismes ne tarderait sans doute pas à devenir insuffisante à son tour, et qu'une réforme du système même d'allocation des avances serait seule efficace. On prenait ainsi le mal à son origine.

L'erreur, en effet, avait été jusqu'ici de vouloir mettre en une sorte de tutelle l'industriel qui se consacrait à relever ses ruines, sans lui accorder une liberté suffisante dans ses moyens d'action. Il se trouvait trop souvent gêné par les obstacles que la défiance de l'Etat à son égard, au double point de vue de son honnêteté et de sa compétence, dressait devant lui, lorsqu'il voulait faire emploi des avances sur ses dommages de guerre.

Aussi la circulaire ministérielle du 12 juillet 1919 est-elle heureusement venue libérer la bonne volonté des sinistrés des entraves qu'elle rencontrait, en se préoccupant de laisser la part la plus large à leur initiative, sans cependant suppri-

mer complètement le contrôle raisonnable nécessaire de l'Etat, mais en le réduisant à son minimum.

« Nous avons décidé, dit la circulaire, que, concurremment
« aux cessions en nature faites par le Comptoir Central
« d'Achats (1), des avances en espèces pourraient être allouées
« par les chefs de secteur aux industriels qui se proposeraient
« d'acheter de préférence les outillages, matériels, machines,
« matières premières, articles ou produits d'entretien dont
« ils ont besoin, en s'adressant directement aux fournisseurs
« plutôt qu'en passant par l'intermédiaire du Comptoir
« d'Achats. »

Une instruction, envoyée postérieurement aux chefs de secteur de l'O. R. I., leur a spécifié que le montant des avances qu'ils peuvent ainsi consentir est de 10 % du total de l'estimation provisoire des pertes subies par le sinistré. Elles sont renouvelables et non passibles d'intérêts.

L'avance en numéraire est une nouveauté considérable. Il ne faut pas s'y tromper : s'il existait déjà des avances en espèces (qui continuent à être consenties au sinistré pour lui procurer les premiers fonds de roulement (2) indispensables au moment de la remise en marche de son industrie), le régime de ces avances est très différent de celui qu'inaugure la circulaire du 12 juillet 1919.

L'avance en espèces pour fonds de roulement est subordonnée aux conditions d'un emploi rigoureusement déterminé ; elle est versée à l'industriel pendant trois mois seulement et par fractions strictement limitées à ses besoins précis du moment ; elle est, en somme, une avance du même genre que toutes les autres.

Si elle est payée en numéraire et porte le nom d'avance en espèces, c'est simplement en raison de la nécessité qu'il y a

(1) Et, dans les premier et septième secteurs de l'O. R. I. par le Comptoir Régional d'Achats.

(2) Circulaire ministérielle du 21 février 1919. A la deuxième partie, chapitre II.

d'employer pour les fonds de roulement l'instrument normal de l'échange : la monnaie. On ne pouvait le remplacer par un autre.

L'avance prévue par la circulaire du 12 juillet 1919 s'applique, au contraire, à tous les achats indistinctement que les sinistrés peuvent désirer effectuer pour la reconstitution et la reprise du travail dans leurs industries. Elle peut être demandée à tout moment, au lieu d'être subordonnée, comme l'avance des fonds de roulement, à la condition d'être sollicitée pour les trois premiers mois de remise en marche de l'usine, et employée obligatoirement pendant ce laps de temps. Enfin, elle n'est soumise à aucune obligation autre que celle d'une justification ultérieure de son emploi, qui peut être demandée par le chef du secteur de l'O. R. I. L'avance en espèces de 10 % est véritablement une avance de fonds, sans destination précise, consentie au sinistré, et le contrôle de son emploi, exercé par le chef du secteur de l'O. R. I., facultatif en principe, est souvent illusoire en fait.

Il est vrai que, pour obtenir une avance en espèces, l'industriel doit faire connaître, à l'appui de sa demande, ses intentions sur son usage futur ; mais celles-ci ne sont pas, à proprement parler, des justifications, comme il en est nécessaire pour obtenir les autres sortes d'avances. Elles peuvent être de simples considérations d'ordre très général.

Remarquons cependant que la circulaire qui crée l'avance en espèces prévoit son paiement fractionné, au cas où le sinistré ne paraît pas donner des garanties suffisantes de bonne foi et de capacités, qui rassurent le chef de secteur quant à son intention d'en faire un emploi judicieux et immédiat. Ce tempérament, encore que bien précaire, est prévu pour empêcher la dilapidation frauduleuse ou par maladresse des fonds ainsi confiés. Il est pourtant suffisant (1) pour mettre le sinistré en garde contre lui-même et contre

(1) De l'avis du chef du premier secteur de l'O. R. I.

ceux qui pourraient vouloir abuser de sa confiance, en profitant de son inexpérience ou de sa détresse.

Les avances en espèces sont renouvelables jusqu'à concurrence du crédit provisoire porté au compte de l'industriel à l'agence de secteur de l'O. R. I. Le chef de secteur peut toujours, avant d'en accorder le renouvellement ou de consentir une fraction d'avance, subordonnée aux besoins réels du bénéficiaire, exiger la justification de l'emploi des premières sommes mises à sa disposition. Le contrôle devient alors effectif.

On juge de l'importance de la réforme opérée dans le régime des avances, par la nouveauté du principe de la circulaire ministérielle du 12 juillet 1919. La facilité qu'elle donne au sinistré pour se procurer l'argent nécessaire à la reconstitution de son industrie et la liberté d'action qu'elle lui accorde, en laissant libre cours à la réalisation de ses initiatives par les moyens financiers qu'elle met à sa disposition, sont de nature à communiquer une impulsion très vive à l'œuvre tout entière de la reconstitution industrielle.

La circulaire inaugure un système de paiement par chèques, des sommes prévues par le régime des avances en espèces. Elle l'étend à la plupart des avances qui existaient précédemment, généralisant ainsi cette application de la seule manière vraiment commerciale de mettre des fonds à la disposition de ceux à qui ils sont destinés.

Le paiement par chèques peut dorénavant, sur la demande des intéressés, être effectué dans le cas des avances suivantes :

- 1° Pour réparations urgentes aux immeubles industriels ;
- 2° En espèces, pour fonds de roulement ;
- 3° Pour frais d'établissement de dossiers de dommages de guerre ;
- 4° Sur bons de réquisitions ennemies ;
- 5° Pour reconstitution totale de bâtiments d'exploitation indispensables.

Pour activer les formalités de l'allocation de ces avances, un décret du 23 juillet 1919 a décidé, en donnant aux chefs de secteur de l'O. R. I. le titre de « régisseurs pour le service des avances » (1), de leur déléguer le pouvoir de statuer définitivement sur toutes les demandes qui en seraient faites par les industriels.

Avant cette date, pour certaines d'entre elles (2), ils partageaient la faculté de les accorder avec les Préfets, dont l'autorisation, toujours subordonnée du reste à leur avis, était nécessaire. Cette formalité était préjudiciable à la rapidité de la solution des demandes.

En ce qui concerne le paiement par chèques, le décret du 23 juillet 1919 organise les « régies d'avances ». Cette appellation a trait à l'opération suivante :

Le chef de secteur, ayant été administrativement investi de son titre de régisseur d'avances, se fait ouvrir par le Préfet du département, ordonnateur suprême de tous les paiements, un crédit, fixé par décret, dont il a la disposition pour le service des avances.

Au fur et à mesure de la dépense, il demande le remplacement des sommes employées, en justifiant de leur usage.

Muni, par les soins du Trésorier-Payeur Général du département, d'un carnet de chèques, il tire, sur le compte qui lui est ouvert à la Trésorerie, des chèques revêtus de sa signature, au profit des industriels à qui sont consenties des avances. Ces chèques sont payables à la Trésorerie et acceptés par la Banque de France, dans les conditions et suivant les règles applicables en matière commerciale.

(1) Au chapitre premier de la deuxième partie.

(2) Achats de chevaux et véhicules automobiles mis aux enchères ; sur bons de réquisitions ennemies.

Le malaise financier dans les régions libérées **L'institution de l'avenir : Le Crédit National**

L'ère des améliorations qui s'est ouverte le 12 juillet 1919, pour permettre aux sinistrés un retour plus rapide à la vie de leurs affaires, va-t-elle, en fait, permettre une prompte reconstitution de l'industrie dans les régions libérées ?

A une amélioration des moyens correspond normalement un progrès du résultat. Or, dans la situation qui nous intéresse, le moyen nouveau pour les industriels, c'est l'avance en espèces. Le résultat devrait logiquement être une impulsion nouvelle donnée à la reprise de l'activité. Mais peut-on escompter qu'il en soit ainsi dans la réalité ?

L'industriel a maintenant l'avantage de pouvoir obtenir une avance en espèces, qu'il emploie à sa guise, sans intermédiaires, s'il le désire, et, nous l'avons vu, presque sans contrôle de la part de l'Etat qui la lui accorde.

Il se heurte à une première difficulté pour en profiter, surtout en agissant à son corps défendant, du fait de la rareté des objets qu'il recherche.

C'est dans l'étude du malaise économique actuel de la France qu'il faudrait aller chercher des raisons de cet obstacle qui l'empêchera, momentanément du moins, malgré l'argent comptant dont il peut disposer, de se procurer ce qui est nécessaire à la remise en marche de son industrie.

Une autre difficulté provient de ce que les avances, en général, et celles en espèces en particulier, sont calculées sur le montant approximatif du chiffre des dommages de guerre au coût de 1914. Il est à peine besoin de faire remarquer qu'en

raison du prix considérablement élevé de toutes choses, le taux de 10 % de l'avance en espèces ne correspond guère, en réalité, qu'à trois ou quatre pour cent du chiffre global des pertes, si on le calcule d'après le coût de remplacement actuel.

Cette avance est donc minime et partant insuffisante, malgré la possibilité d'en obtenir le renouvellement. L'amélioration apportée est encore beaucoup trop timide. Si l'on compte ne pas faire plus, de crainte d'empiéter sur le domaine des Commissions d'évaluation, créées par la loi du 17 avril 1919, on risque de n'arriver qu'à un faible résultat. Les conséquences de quelques erreurs d'appréciation faites par les services de l'O. R. I., dans l'estimation provisoire du montant des dommages, seraient infiniment moins préjudiciables à l'intérêt général de la reconstitution industrielle qu'une sous-évaluation systématique, au taux de 1914.

A l'époque où s'arrête le présent travail (1) quelques Commissions d'évaluation seulement ont commencé à fonctionner. Certaines ne sont même pas complètement constituées, et, des dossiers qui doivent leur être soumis, le cinquième n'a pas encore été déposé entre les mains de leurs greffiers. Ajoutons que leurs décisions seront échelonnées sur plusieurs années, paralysant, en quelque sorte, durant tout ce temps, la reprise normale de l'activité de l'industrie sinistrée.

Le moyen existe pour y parer, car il n'est pas douteux que les services de l'O. R. I., agissant avec prudence et perspicacité, soient à même d'évaluer le montant des dommages au chiffre approximatif le plus juste de remplacement actuel. La conséquence logique devrait être de pouvoir consentir des avances basées sur ce chiffre et jusqu'à concurrence de son montant. Ce serait là vraiment un procédé à larges vues, auquel pourrait, du reste, être apporté un tempérament pour le cas de disproportion entre cette évaluation et celle des

(1) Janvier 1920.

Commissions à venir : la décision de celles-ci devant, seule, avoir force légale, le dépassement des avances consenties par l'O. R. I., au-delà de ce qu'elles décideraient plus tard devoir accorder, serait intégralement reversé entre les mains de l'Etat par le sinistré, suivant les termes mêmes d'un engagement qu'il souscrirait en touchant les avances. Un système d'hypothèques légales, ou tout autre, pourrait aussi, en fournissant des garanties, rendre rares les insolvabilités, dans le cas où il y aurait lieu à remboursement.

Si l'avantage paraît évident de mettre au plus tôt à la disposition du sinistré les avances dont il a besoin, pour entreprendre et surtout pour achever la reconstitution de son industrie, la supériorité de ce moyen se heurte à une difficulté d'un ordre différent, qu'il faut maintenant envisager : Elle réside dans l'impossibilité pour l'Etat de disposer actuellement des sommes nécessaires pour le paiement des avances en espèces. La situation financière de la France, très éprouvée par la guerre, ne pourra que lentement se rétablir et permettre de faire face aux charges écrasantes de la réparation des ruines accumulées.

Les industriels n'ignorent pas que l'Etat ne peut en ce moment les secourir que dans des limites très réduites. On comprend que, dans ces conditions, ils mettent une certaine lenteur à entreprendre la reconstitution de leurs usines, malgré les avantages du régime des avances. Que penser, en effet, de la situation de ceux qui, ayant besoin de sommes considérables pour réparer et remettre en marche leur industrie, commenceraient les travaux au moyen d'avances, sans avoir la certitude de recevoir l'argent nécessaire à leur continuation ? Qu'arriverait-il si, tout-à-coup, les versements venaient à s'arrêter ? Leurs efforts seraient évidemment annihilés, et ils risqueraient finalement de perdre tout ce qu'ils auraient engagé dans leur entreprise, en ne la menant pas à bonne fin.

Par cet exemple on voit le danger, et on s'explique la

crainte, qui se manifeste chez beaucoup d'industriels sinistrés, de s'engager dans des travaux importants de reconstitution. Ils ne reprendront confiance qu'avec la certitude que le versement des avances, une fois commencé, sera poursuivi jusqu'au bout.

Pour y arriver, il faut mettre en œuvre des moyens financiers nouveaux, qui permettent à l'Etat de disposer des fonds dont il a besoin à cet effet. La délicate besogne est celle de la reconstitution financière nécessaire aux régions libérées, qui, seule, peut, en précédant la reconstitution industrielle, l'aider efficacement et la rendre plus rapide.

C'est à la recherche de ces moyens nouveaux que s'est intéressée depuis longtemps l'Association Centrale pour la reprise de l'activité industrielle dans les régions envahies. C'est également le sujet des travaux entrepris au cours de l'année 1919 par la commission extra-parlementaire des départements victimes de l'invasion, qui a consacré ses efforts à l'élaboration d'un projet de loi, dont le but est la solution de ce problème financier.

Déposé à la Chambre le 16 juillet 1919, par le Ministre des Finances, le projet en question « portant institution d'un établissement de Crédit National », a été renvoyé le même jour, à la Commission du Budget. Adopté à l'unanimité par celle-ci, il était soumis aux Chambres à la veille de la clôture de la dernière session parlementaire de la législature sortante, et voté, également à l'unanimité, à la date du 10 octobre, par la Chambre des Députés et le Sénat.

L'article 48 de la loi du 17 avril 1919 sur la réparation des dommages causés par la guerre, dispose que le « paiement « des indemnités, des intérêts et des avances, sera effectué « directement par l'Etat ou sous sa garantie. Au cas où l'Etat « ferait appel au concours d'établissements financiers, les « conventions conclues seront soumises à la ratification des « Chambres. »

La commission extra-parlementaire chargée d'étudier « les « moyens de crédit propres à faciliter le relèvement écono- « mique des territoires atteints par l'invasion », en élaborant son projet de loi, a envisagé les mesures qu'il convenait de prendre en exécution de cette disposition législative, et s'est arrêtée à la conclusion générale suivante : « La réalisation « des ressources nécessitées par le paiement des indemnités, « intérêts et avances, doit être opérée par l'Etat, par l'inter- « médiaire d'institutions financières agissant pour son « compte, sous son contrôle et sous sa garantie. Il y a lieu, « dans ce but, de faire appel notamment à une institution de « crédit industriel pour les dommages industriels. » (1)

De son côté, l'Association Centrale en arrivait à cette conclusion (2) : « Il faut qu'un établissement spécial soit créé, qui « s'occupera des dommages industriels, afin que, dans les « caisses destinées à les payer, on ne soit pas un jour exposé « à ne rien trouver... »

Le fait de constituer un établissement spécialement mandaté, a l'avantage de donner un caractère et un but rigoureusement définis aux emprunts justifiés par la réparation des dommages industriels, qui se distingueront ainsi nettement de ceux qui sont destinés aux besoins généraux de l'Etat. Cet établissement, étant qualifié pour fournir aux sinistrés le crédit qui leur est indispensable, leur apportera son concours sous la forme nouvelle d'une sorte d'organisation bancaire. Ne serait-ce que pour tenir compte de la tournure d'esprit des souscripteurs des emprunts qu'il y aurait lieu de lancer, faisons, avec le Ministre des Finances (3), cette remarque d'ordre psychologique, que le caractère semi-privé d'un établissement emprunteur facilite toujours le placement de ses titres à l'étranger et spécialement aux Etats-Unis.

L'expérience a prouvé, en outre, depuis longtemps, la

(1) Documents parlementaires du 18 juin 1919.

(2) Extraite de son rapport du 24 juin 1919 sur la question.
A la Chambre des Députés, le 27 mai 1919.

faveur du public pour les placements à affectation spéciale, comme ceux du Crédit Foncier. Il ne sera pas moins avantageux de profiter de cette bienveillance.

L'exposé de la loi du 12 octobre 1919 préconisait la création d'une Société, destinée à « assurer les moyens financiers nécessaires pour mettre le plus rapidement possible à la disposition des victimes de dommages causés par la guerre, les sommes qui leur sont dues, à titre d'avances ou d'indemnités. »

Société anonyme, au capital de 100 millions de francs, souscrit concurremment par un groupement de banques et des groupements industriels et commerciaux, la nouvelle institution prend le titre de « Crédit National pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre ».

Elle a pour objet :

1° De verser aux sinistrés, dans la limite des ressources qu'elle aura réalisées, et d'après les conditions établies par la loi du 17 avril 1919, tout ou partie des indemnités payables en espèces qui leur auront été allouées ;

2° De consentir, dans la même limite, les diverses avances ;

3° D'aider les industriels et les commerçants victimes des événements de guerre, à la reprise de leurs affaires, au moyen d'avances remboursables d'une durée maxima de dix ans.

En vue de se procurer les fonds nécessaires à ces diverses opérations, le Crédit National, subrogé à l'Etat en vertu d'une convention prévue à l'article premier de la loi, émettra des obligations, pour le service desquelles une annuité sera inscrite au budget. Les émissions successives devront être autorisées, et leurs conditions approuvées, par le Ministre des Finances.

Le capital de la Société répondra des opérations qu'elle aura à effectuer, et recevra un intérêt de 6 %, après un prélèvement de 5 % au moins des bénéfices au profit d'une réserve légale.

Enfin, le solde des bénéfices, après le prélèvement de la somme nécessaire pour payer aux actions un dividende de 6 % et de toute somme que l'Assemblée générale des actionnaires, sur la proposition du Conseil d'Administration, jugerait utile d'affecter à des fonds de réserve ou d'amortissement supplémentaires, sera réparti à raison de 50 % aux actionnaires et 50 % à l'Etat.

Quelles seront les conséquences du vote du 12 octobre 1919 pour la reconstitution industrielle des régions libérées ?

Si l'on se place au point de vue de la confiance à donner au sinistré, il aura pour effet de l'augmenter sensiblement, en lui laissant espérer pour l'avenir un versement régulier des fonds dont il a besoin.

Pour l'Etat, ce sera la possibilité, correspondante au crédit que le nouvel établissement pourra s'assurer, d'élargir le système des avances en espèces, inauguré par la circulaire ministérielle du 12 juillet 1919. Il sera en mesure d'accorder à l'industriel les sommes les plus importantes qui lui seront nécessaires, jusqu'à concurrence d'un montant très approchant du chiffre de ses dommages de guerre.

En dehors des avances proprement dites, les prêts à faible intérêt consentis par le Crédit National, permettront au sinistré de trouver aussi les fonds supplémentaires qui pourront lui être utiles au moment de la reprise de ses affaires, et qu'il n'aurait souvent pas la possibilité de se procurer ailleurs.

L'institution du Crédit National, sur laquelle il ne peut être question de porter encore un jugement, puisqu'on ne fait que procéder à son organisation (1), apparaît comme devant avoir des conséquences heureuses, au moment où les problèmes financiers de la reconstitution industrielle sont devenus d'un intérêt primordial pour poursuivre et mener à bonne fin l'œuvre du relèvement économique des régions libérées.

(1) L'assemblée constitutive du Crédit National s'est tenue le 20 novembre 1919.

Conclusion

Depuis un an, l'industrie des régions libérées se débat dans les difficultés de sa reconstitution.

Nous venons d'étudier les moyens dont elle dispose, et nous l'avons suivie à travers son organisation, jusqu'à la fin de ce qu'on pourrait appeler la première époque de son histoire.

Il se dégage, à l'issue de cette étude, l'impression que les moyens de cette organisation sont sans aucun lien entre eux. Ils laissent à penser qu'employés au hasard des besoins qui se sont fait sentir, ils ne résultent ni de l'application d'un plan d'ensemble, ni de l'adaptation de directives appropriées à un fonctionnement bien étudié des organismes de reconstitution.

On se rend compte que la plupart des mesures qui furent successivement prises au cours de cette première année, l'ont presque toujours été sous la pression des nécessités du moment, et au fur et à mesure qu'elles se sont révélées (1).

Il se pose de nos jours des problèmes qui ne se sont jamais posés dans le passé, puisque l'histoire ne contient pas d'exemple de destructions matérielles aussi considérables, ni d'arrêt de la vie économique si prolongé que celui dont la guerre vient d'être cause. Aussi n'est-il pas étonnant que, dans la situation actuelle, nous assistions aux tâtonnements de ceux qui ont la charge d'organiser la reconstitution.

« C'est dans l'empirisme que la guerre a été conduite ; la « paix, nous la recommençons dans l'empirisme ! » disait le Président du Conseil à la séance de la Chambre du 22 juillet

(1) Si l'on se reporte, par exemple, à l'ordre chronologique des circulaires ministérielles qui ont créé les diverses sortes d'avances pour les industriels sinistrés, on constate que celles-ci ont été instituées sans le moindre enchaînement logique. Nous le faisons remarquer, en particulier, au cours de l'étude du régime des avances pour frais d'établissement de dossiers de dommages de guerre et pour construction de maisons ouvrières provisoires. (Deuxième partie, chapitre II).

1919 (1). Cette phrase, qui fournit l'explication du manque de coordination des moyens employés pour la reconstitution, ne doit pas effrayer. Si elle proclame que l'expérience est la seule source à laquelle on soit allé chercher les principes de son organisation, du moins pouvons-nous espérer que l'empirisme est une bonne méthode, puisque, dans la guerre qui finit, elle vient de faire ses preuves.

Bien qu'elle paraisse devoir se concilier difficilement avec le grand principe que, dans toute lutte économique, la vitesse est un élément de succès, nous voulons souhaiter que, pour l'avenir, les surprises souvent réservées à ceux qui tentent des expériences, ne soient pas une cause de retard préjudiciable à l'œuvre de la reconstitution industrielle des régions libérées.

Mais, dans le passé, c'est-à-dire pour la première année de reprise du travail, qui vient de s'écouler depuis la libération du territoire, on peut avoir le désir de se rendre compte des résultats obtenus au moyen de l'organisation dont nous avons terminé l'étude.

Avant de donner des indications à cet égard, nous devons à la vérité de dire qu'il est, à l'heure actuelle, très malaisé de se les procurer, car l'action de la reconstitution industrielle des régions dévastées n'a pu être précisée dans des études d'ensemble, et il manque, en cette matière, des statistiques complètes qu'il serait, sans doute, précieux de posséder, mais qu'il est encore prématuré de chercher à établir.

La raison en est facile à comprendre.

Pour se rendre compte, en effet, de la proportion qui existe entre les résultats acquis depuis un an et ceux qui sont à obtenir, dans le domaine de la reconstitution industrielle, il faudrait avoir des points de comparaison certains. Or, ceux-ci

(1) Interpellation sur la politique du Gouvernement à l'égard de la reconstitution des régions libérées.

font défaut, et il est impossible de les saisir, dans l'état actuel de cette question.

L'évaluation totale des sinistres industriels n'a pu être faite en un an dans l'ensemble des régions dévastées. L'étendue des dommages subis dans les différentes branches d'industries n'est, en conséquence, pas recensable (1), et il s'en suit que les besoins de réparations, de remplacement, ou de restitution pour les destructions occasionnées par la guerre, ne sont pas suffisamment connus pour que puisse être établie une comparaison entre les nécessités satisfaites et celles qui ne le sont pas. Tous les éléments qui seraient nécessaires à une juste et sincère appréciation des résultats obtenus, comparativement à l'ensemble de ceux qui sont à atteindre, ne pourront être réunis qu'à la suite des déclarations de dommages de guerre faites par les sinistrés eux-mêmes.

La loi du 17 avril 1919 leur donnant, pour faire ces déclarations, un délai de deux années, dont le point de départ est la date du décret de cessation des hostilités, il se passera de nombreux mois encore avant que puisse être dégagée la vue générale de l'œuvre de la reconstitution industrielle et établie la comparaison désirable entre la cessation et la reprise de l'activité dans les régions dévastées.

Aussi, pour apprécier cette œuvre en cours de développement journalier, devons-nous borner nos efforts, si nous voulons parler de résultats, à établir des chiffres, non d'ensemble, mais de détail, les seuls qu'il soit possible d'obtenir à présent.

Ils auront, d'abord, le mérite de « l'exactitude et de la « précision, conditions indispensables dans toute étude, en

(1) « A mesure qu'on avance dans l'étude du programme des « réparations nécessaires à l'industrie (des régions libérées), « on s'aperçoit que les prévisions qui paraissaient les plus exactes il y a un an, sont dépassées. »

M. Loucheur, Ministre de la Reconstitution Industrielle, le 17 décembre 1919.

« matière économique aussi bien qu'historique. » (1). Ils permettront, ensuite, par l'indication de résultats partiels qui ne manquent pas d'intérêt, d'établir la situation d'un nombre, limité il est vrai, de branches de la reconstitution, mais qui, dans son rapport avec un autre nombre, également limité, d'industries prises pour points de comparaison, donnera une impression suffisamment nette de l'effort accompli. On pourrait même être tenté de généraliser cette impression et de la reporter sur l'ensemble de l'industrie de la branche étudiée ; mais nous nous en abstenons, ayant, avant tout, le souci d'une rigoureuse exactitude, qui nous empêchera de nous livrer aux exercices de cette déduction facile.

Nos efforts pour fixer les résultats obtenus au cours de la première année de reconstitution industrielle écoulée, ont donc tendu à établir des résultats partiels. Nous avons trouvé une documentation fragmentaire près des Chambres Syndicales de l'industrie du Nord, des Chambres de Commerce de Lille, de Roubaix et de Tourcoing, des services du premier secteur de l'O. R. I., de ceux du C. C. A. et du C. R. A. à Lille. D'autres éléments, qui nous ont permis d'établir les statistiques que l'on verra plus loin, nous ont été fournis par les services de l'Office de Reconstitution Industrielle à Paris. C'est ainsi que nous avons pu faire porter sur 2.268 établissements industriels sinistrés, situés sur le territoire des dix départements victimes de l'invasion, la comparaison, par catégories professionnelles, de leur activité d'avant et d'après guerre.

Nous étudions, d'abord, les résultats acquis et recensés dans l'industrie reconstituée du premier secteur. Nous verrons, ensuite, ceux que nous avons recueillis sur les dix départements victimes de l'invasion.

(1) M. le Professeur Rist à son cours : Les interprétations économiques de la guerre (1918-1919).

Quelques chiffres des premiers résultats acquis en un an de reconstitution industrielle

C'est en recensant le personnel employé dans les établissements remis en marche, en même temps que leur nombre, à une époque déterminée, par comparaison à ce qu'ils étaient en 1914, que nous avons établi les premiers résultats acquis en un an de reconstitution industrielle.

En étudiant les chiffres du personnel au service des industries qui renaissent, on ne peut avoir de symptôme, plus caractéristique de leur reprise d'activité, puisque la proportion entre les nombres des ouvriers qu'ils emploient en 1919 et de ceux qu'ils occupaient avant la guerre, est une donnée précise, entre beaucoup d'autres qui le sont moins, susceptible de fournir une base sérieuse d'estimation des progrès de leur développement nouveau.

A — La reprise de l'activité industrielle dans le premier secteur de l'O. R. I.

a) PARTIE TECHNIQUE

Sur l'ensemble des établissements industriels du premier secteur de l'O. R. I., en ne tenant compte que du personnel chargé de l'exploitation, à l'exclusion de la main-d'œuvre employée aux travaux spéciaux de reconstitution, nous obtenons les chiffres suivants :

Au 1^{er} janvier 1920, 1.285 établissements industriels divers,

employant au moins 20 personnes, avaient repris leur exploitation, en tout ou en partie, contre :

1.114, au 1^{er} décembre 1919 ;

1.003, au 1^{er} novembre ;

893, au 1^{er} octobre ;

763, au 1^{er} septembre ;

584, au 1^{er} août ;

417, au 1^{er} juillet.

Nombre d'usines remises en marche en 1919	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	1 ^{er} janvier 1920
De 1200 à 1300							1285
» 1100 à 1200						1114	
» 1000 à 1100					1103	.....	
» 900 à 1000				893	.....	.....	
» 800 à 900			763	.....	.....	.....	
» 700 à 800							
» 600 à 700		584	.....	.....	.....	.....	
» 500 à 600							
» 400 à 500	417	.....	.....	.....	.....	.....	

Les 1.285 usines ainsi recensées au 1^{er} janvier 1920, employaient 52.948 ouvriers, tandis qu'elles occupaient avant la guerre un personnel de 130.441 ouvriers, soit environ les 2/5 du chiffre de 1914.

Ce que représente cette reprise d'activité de 1.285 entreprises industrielles, par rapport à l'ensemble des établissements sinistrés du premier secteur, ne peut être indiqué d'une façon même approximative, et nous avons vu les raisons qui ne permettent pas que leur nombre total exact soit connu encore avant longtemps. Nous avons pu noter cependant un chiffre, précieux à cet égard, qui nous a été fourni par l'agence du premier secteur de l'O. R. I. : Au 1^{er} décembre 1919, le nom-

bre de dossiers de déclarations de dommages de guerre, déposés par les industriels sinistrés de ce secteur, se montait à 5.445. Ce nombre est le seul qui puisse donner, à cette date, un aperçu de l'étendue des sinistres industriels sur le territoire du premier secteur, à condition de le compléter par le chiffre correspondant au total des demandes d'indemnités jointes à ces déclarations, soit 17 milliards de francs, environ.

b) PARTIE FINANCIÈRE

Avances. — Sur les 5.445 déclarations ainsi faites, 4.052 avaient donné lieu, à la date du 1^{er} décembre 1919, à l'ouverture de comptes-courants pour avances sur dommages de guerre. Le montant des avances consenties à cette même date se répartissait de la façon suivante :

Avances pour frais d'établissement de dossiers de dommages de guerre.....	34.032.740,52
Avances pour réparations urgentes aux im- meubles industriels	132.211.241,27
Avances pour fonds de roulement.....	88.557.700,00
Avances sur bons de réquisitions ennemies..	122.146.634,00

En ce qui concerne les autres sortes d'avances, les chiffres totaux n'en étant pas arrêtés, il ne nous a pas été possible de nous les faire indiquer. Mais nous avons pu nous procurer celui des ouvertures de crédit consenties à ces 4.052 sinistrés pour cessions faites par le C. C. A. et le C. R. A. Il s'élevait à la somme de 659.046.006 francs 12, le 1^{er} décembre 1919.

Cessions. — L'agence du Comptoir Central d'Achats du premier secteur de reconstitution industrielle avait effectué, à la même date, 11.801 cessions à ceux des 4.052 sinistrés qui s'étaient adressés à elle. Ces cessions portaient sur un total d'avances se montant à 296.167.772 francs 64, réparties de la manière suivante :

7.990 cessions, représentant une somme de 188.295.186 fr. 22, pour matériel industriel et matières premières ;

3.811 cessions, représentant une somme de 107.872.586 fr. 42, pour réparations d'outillage industriel.

De son côté, le Comptoir Régional d'Achats du premier secteur s'était entremis, au 1^{er} décembre 1919, pour 17.580 opérations de cessions, effectuées au bénéfice de ceux des 4.052 sinistrés qui avaient désiré se servir de son entremise. Il leur avait permis de commander ou de se procurer, à cette date, pour 362.878.233 fr. 48 de matériel industriel et de matières premières, dont 125.036.511 fr. 02 avaient été payés aux fournisseurs.

c) LA PHYSIONOMIE PARTICULIÈRE DE LA REPRISE DE L'ACTIVITÉ DANS L'INDUSTRIE TEXTILE (1)

La partie du département du Nord qui est comprise dans le ressort du premier secteur de l'O. R. I., se trouve être la plus industrielle de la région. Aussi est-il particulièrement intéressant de noter la proportion du personnel employé par les établissements situés sur son territoire, par rapport à 1914.

A la date du 1^{er} décembre 1919, cette proportion était de 26,5 %. Elle atteignait 27,7 % pour l'ensemble de l'arrondissement de Lille ; et, dans le même arrondissement, pour les plus importantes de ses industries, elle était de 33,8 %, dans l'industrie cotonnière ; de 44, 1 %, dans l'industrie lainière ; et de 32,9 %, dans l'industrie textile en général.

Le Service de la Main-d'œuvre de l'Office de Reconstitution Industrielle a examiné quelle était la situation, au 1^{er} décembre 1919, de l'industrie textile de l'arrondissement de Lille, en prenant pour base de son étude la main-d'œuvre employée à l'exploitation.

Les chiffres qu'il a relevés ne comprennent que ceux des

(1) Étudiée plus spécialement, en raison de son importance sur le territoire du premier secteur de reconstitution industrielle.

établissements textiles employant ou devant employer au moins 20 ouvriers, soit en marche normale, soit lorsque leur reconstitution sera terminée. En fait, la plus grande partie des usines de l'industrie textile rentre dans cette catégorie.

342 établissements ont été recensés et se répartissaient de la façon suivante :

CATÉGORIES	Nombre d'établissements en 1914	Nombre d'établissements remis en marche le 1 ^{er} décembre 1919	Proportion 10/o d'établissements remis en marche par rapport à 1914
Industrie lainière	98	78	79,7 0/o
Industrie cotonnière	55	32	58,1 0/o
Industrie linière	74	25	33,7 0/o
Teinture et apprêt.....	38	27	71,0 0/o
Industries textiles diverses.....	77	46	59,7 0/o
	342	208	60,4 0/o

La proportion d'établissements remis en marche va constamment en progressant depuis juin 1919. Elle était, à cette époque, de moins de 30 % ; elle a atteint :

- au 1^{er} juillet, 31,4 % ;
- au 1^{er} août, 36,4 % ;
- au 1^{er} septembre, 42,2 % ;
- au 1^{er} octobre, 49,6 % ;
- au 1^{er} novembre, 54,5 %.

La progression ainsi observée a été particulièrement intéressante à Roubaix, où, dans l'industrie lainière, 88,6 % des établissements avaient été remis en marche, au moins partiellement, au 1^{er} décembre.

Les 342 établissements recensés employaient, en 1914, 124.967 ouvriers et ouvrières. Ils en occupaient, au 1^{er} décembre 1919, 34.661 à leur exploitation proprement dite, soit 27,7 % de leur effectif d'avant guerre.

Cette proportion qui, mieux que la précédente, indique l'état de reprise de l'activité industrielle, suit également, depuis juin 1919, une marche ascendante. A cette époque, les établissements de l'industrie textile de l'arrondissement de Lille employaient 9 % de leur effectif de 1914 ; ils en occupaient ensuite :

13,3 %, au 1^{er} juillet ;
 19,3 %, au 1^{er} août ;
 21,6 %, au 1^{er} septembre ;
 23,9 %, au 1^{er} octobre ;
 25,6 %, au 1^{er} novembre.

La situation, à cet égard, varie avec les catégories de l'industrie textile. Elle était la suivante au 1^{er} décembre 1919 :

CATÉGORIES	Personnel en 1914	Personnel au 1 ^{er} Décembre 1919	Proportion o/o du personnel actuellement employé, par rapport à 1914
Industrie lainière	43.276	18.095	44,4 o/o
Industrie cotonnière	21.894	7.407	33,8 o/o
Industrie linière	30.843	1.881	6,0 o/o
Teinture et apprêts.....	10.648	3.001	28,2 o/o
Jute, alfa, ramie, feutre.....	14.386	3.585	24,9 o/o
Bonneteries, dentelles, guipures, pas- sementeries, etc.....	3.920	692	17,4 o/o
	124.967	34.661	27,7 o/o

La progression de l'industrie lainière est particulièrement satisfaisante, et, à cet égard, il convient de signaler que les établissements de Tourcoing employaient, au 1^{er} décembre 1919, 52 % de leur personnel d'avant guerre.

La reprise de l'activité industrielle dans l'ensemble des départements victimes de l'invasion

De la réunion de diverses statistiques particulières et des recensements partiels effectués par les services de l'O. R. I., nous avons extrait les chiffres qui suivent, portant sur un total de 2.268 établissements industriels sinistrés, employant, au 1^{er} novembre 1919, au moins 20 personnes, et se trouvant situés sur le territoire des dix départements victimes de l'invasion.

TABLEAU N° 1

Répartition *par départements sinistrés* des 2.268 établissements industriels recensés au 1^{er} novembre 1919

DÉPARTEMENTS SINISTRÉS	A ETABLISSEMENTS			B PERSONNEL		
	Recensés	Ayant repris leur exploitation	Proportion o/o des établissements ayant repris leur exploitation	Employé à l'exploitation en 1914	Employé à l'exploitation en 1919	Proportion o/o du personnel employé en 1919
Nord	1.388	805	57,9	333.643	75.532	22,6
Pas-de-Calais	98	58	59,1	62.755	4.208	6,7
Somme	44	25	56,8	5.207	1.674	32,1
Oise	27	22	81,4	2.977	1.334	44,7
Aisne	162	75	46,2	28.808	4.097	14,2
Marne	52	26	50	11.254	2.529	22,6
Ardennes	331	166	50,1	35.815	6.361	17,7
Meuse	28	12	42,8	4.690	585	12,4
Meurthe-et-Moselle	103	64	62,1	51.251	12.697	24,7
Vosges	35	25	71,4	10.762	5.040	50,1
			Proportion totale :			Proportion totale :
	2.268	1.278	56,3	547.462	114.057	20,8

Le degré d'avancement de la reprise de l'activité économique de ces établissements, suivant les régions où ils sont situés et les groupements industriels auxquels ils se rattachent,

est comparé, par rapport à 1914 (dans les deux tableaux que nous dressons pour plus de clarté) sous la forme d'un double pourcentage. Celui-ci est établi, à la fois, par département (tableau n° 1), et par catégories professionnelles (tableau n° 2) ; au point de vue du nombre des entreprises intéressées ayant repris le travail (partie A), et du chiffre des ouvriers qu'ils occupent (partie B).

TABLEAU N° 2
Répartition *par catégories professionnelles* des 2.268 établissements industriels recensés au 1^{er} novembre 1919

CATÉGORIES PROFESSIONNELLES	A ETABLISSEMENTS			B PERSONNEL		
	Recensés	Avant repris leur exploitation	Proportion % des établissements avant repris leur exploitation	Employé à l'exploitation en 1914	Employé à l'exploitation en 1919	Proportion % du personnel employé en 1919
Alimentation	221	98	44,3	116.312	10.511	8,1
Industrie chimique...	69	32	46,3	11.027	2.072	18,7
Caoutchouc, papier	24	11	45,8	3.992	699	17,5
Industrie du livre....	44	36	81,8	4.354	1.881	44,2
Textile	628	312	49,6	190.535	45.192	24
Vêtements	62	48	77,4	10.698	4.712	44
Pailles, plumes, crins	4	4	—	1.379	567	41,1
Cuir et peaux.....	47	28	59,5	4.309	1.778	41,2
Industrie du bois....	146	95	65	10.446	2.915	27,9
Grosse métallurgie....	45	17	37,7	35.706	5.347	14,9
Petite » 	564	347	61,4	99.308	20.577	20,6
Pierre, moulage.....	30	24	80	2.040	780	38,2
Bâtiment	188	113	60,1	20.841	7.091	34
Terres, briqueteries...	196	113	57,6	36.215	9.935	25,9
	2.268	1.278	56,3	547.162	114.057	20,8
			Proportion totale :			Proportion totale :

Pour apprécier la situation des 2.268 établissements recensés et pris pour base de notre statistique dans les tableaux qui précèdent, on doit tenir compte avec attention du nom-

bre de ceux qui, tant par département sinistré que par catégories professionnelles, ont repris leur activité, et du chiffre de personnel qu'ils occupaient au 1^{er} novembre 1919. Les pourcentages prennent alors tout le relief désirable pour une vue d'ensemble, que nous avons cherché à rendre la plus complète possible, dans le domaine restreint qu'il ne nous a pas été loisible de dépasser.

On voit ainsi que sur les 2.268 établissements industriels qui ont fait l'objet de l'enquête, 1.278 ont repris leur exploitation, en tout ou en partie, à la date du 1^{er} novembre, soit 56,3 % du nombre de ceux qui fonctionnaient en 1914. Cette proportion, pour ces mêmes établissements, était de moins de 30 % en juin 1919 ; elle s'est élevée à :

37,3 %, au 1^{er} juillet ;
43,6 %, au 1^{er} août ;
47,9 %, au 1^{er} septembre ;
51,6 %, au 1^{er} octobre.

Les établissements en question employaient, peut-on voir, en 1914, 547.162 ouvriers à leur exploitation. Ils en occupaient 114.057 le 1^{er} novembre 1919, soit 20,8 %. Mais, pour en arriver à ce chiffre, ce pourcentage a fait une ascension si régulière qu'il est désirable de l'indiquer : en juin 1919, la proportion des ouvriers occupés à leur exploitation atteignait à peine 5 % du chiffre de 1914 ; elle passait successivement :

au 1^{er} juillet, à 9,7 % ;
au 1^{er} août, à 12,7 % ;
au 1^{er} septembre, à 16,6 % ;
au 1^{er} octobre, à 18,5 %.

Aux 114.057 personnes employées à l'exploitation proprement dite des industries recensées, il convient, en terminant, d'ajouter 78.759 ouvriers (1), occupés à des travaux de déblai-

(1) Dont 25.161 ouvriers étrangers.

ment, de réparation ou de reconstruction dans ces usines, ainsi que 13.200 prisonniers de guerre.

C'est, donc, un total de 206.016 personnes qui travaillaient, à la date du 1^{er} novembre 1919, dans les 2.268 établissements industriels qui viennent de faire l'objet de cette statistique particulière.

Il ne faut pas songer à déduire de cette dernière étude et de la précédente sur le premier secteur de l'O. R. I., des résultats plus généraux que ceux qui viennent d'être donnés. Nous n'avons eu la prétention, en relevant des chiffres à travers une documentation encore éparse, que de mettre en lumière, à la fin de ce travail, quelques parcelles de l'œuvre immense de la reconstitution industrielle.

Seul, le recul du temps, indispensable pour envisager son développement complet, permettra d'en apprécier les résultats d'ensemble, et de prononcer un jugement définitif sur la portée de l'effort accompli par ceux qui s'y dévouent...

VU : *Le Président de la Thèse,*

CHARLES RIST.

VU : *Le Doyen de la Faculté.*

F. LARNAUDE.

VU, ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. POINCARÉ.

Bibliographie

- Bulletin de l'Association Centrale pour la reprise de l'activité industrielle dans les régions envahies (n^{os} 1 à 18). — Paris 1918-1919.
- Bulletin de la Reconstitution Industrielle du 1^{er} secteur (n^{os} 1 à 8). — Lille 1919.
- Bulletin du Comité Régional du 1^{er} secteur de la reconstitution industrielle (n^{os} 1 à 4). — Lille 1919.
- CARPENTIER-TRANNIN. — La loi sur les dommages de guerre. — Lille 1919.
- CHEVALIER-MARESCQ. — Les Lois Nouvelles. — Paris 1915-1919.
- DESPAGNET. — Cours de Droit International public (3^e édition). — Paris 1905.
- Documents inédits de l'Office de Reconstitution Industrielle des départements victimes de l'invasion. — Paris 1919.
- DUMONT et SCHMOLL. — Dommages de guerre. — Paris 1919.
- Friedensbedingungen (Teil VII)*. — Carlottenburg 1919.
- LARDEUX, J.-J. — Pour renaître. — La France au secours des régions libérées. — Lille 1919.
- La Reconstitution Industrielle des régions victimes de l'invasion. — Guide à l'usage des sinistrés. — Lille 1919.
- Rapports du Préfet du Nord sur « la Reconstitution », pour les sessions ordinaires et extraordinaires du Conseil Général du Département. — Octobre 1918-Novembre 1919.
-

Table des matières

Division de l'ouvrage.....	3
----------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE **Pendant l'occupation**

CHAPITRE I. — *L'initiative privée :*

L'Association Centrale pour la reprise de l'activité industrielle dans les régions envahies.	
Le Comptoir Central d'Achats industriels pour les régions envahies.....	7

CHAPITRE II. — *L'action des Pouvoirs publics :*

L'Office de Reconstitution Industrielle (loi du 6 août 1917).....	19
---	----

DEUXIÈME PARTIE **Depuis la libération** (Novembre 1918)

CHAPITRE I. — *Les deux organismes de la reconstitution industrielle :*

L'O. R. I.....	29
Le C. C. A.....	31

CHAPITRE II. — *Les agences de l'O. R. I. et le régime des avances aux industriels sinistrés.....*

35

Avances pour réparations urgentes aux immeubles industriels (circulaire ministérielle du 14 octobre 1917).....	41
Avances en espèces pour fonds de roulement (circulaire ministérielle du 21 février 1919)...	44

Avances pour frais d'établissement de dossiers de déclaration de dommages de guerre (circulaire ministérielle du 25 avril 1919).....	46
Avances pour achats de chevaux et de véhicules automobiles mis aux enchères (circulaire ministérielle du 17 juin 1919).....	48
Avances sur bons de réquisitions ennemies (circulaire ministérielle du 22 juin 1919).....	49
Avances pour la reconstitution des bâtiments d'exploitation détruits, indispensables à la remise en activité des entreprises (circulaire ministérielle du 5 juillet 1919).....	51
Avances pour la construction de maisons ouvrières provisoires (circulaire ministérielle du 17 juillet 1919).....	53
CHAPITRE III. — <i>Les agences du C. C. A. et le régime des cessions aux industriels sinistrés</i>	
Avances pour cession de matériel industriel et de matières premières (circulaire ministérielle du 14 octobre 1917).....	57
Avances pour réparations d'outillage industriel (circulaire ministérielle du 21 octobre 1918).	60
CHAPITRE IV. — <i>Les Comités Régionaux de reconstitution industrielle :</i>	
Leur création dans le 1 ^{er} secteur : Le Comptoir Régional d'Achats (C. R. A.).....	64
CHAPITRE V. — <i>La récupération du matériel détruit ou enlevé par l'ennemi</i>	
CHAPITRE VI. — <i>Quelques moyens spéciaux de reconstitution industrielle :</i>	
Matières premières	79
Charbons	81
Main-d'œuvre	82
Transports	85

TROISIÈME PARTIE

**L'orientation nouvelle de la reconstitution
industrielle**

CHAPITRE I. — <i>Les avances en espèces et le paiement par chèques</i>	89
CHAPITRE II. — <i>Le malaise financier dans les régions libérées.</i> <i>L'institution de l'avenir : Le « Crédit National ».</i>	95

CONCLUSION	102
------------------	-----

DOCUMENTS STATISTIQUES. — *Quelques chiffres des pre-
miers résultats acquis en un an de reconsti-
tution industrielle :*

A) La reprise de l'activité industrielle dans le premier secteur de l'O. R. I.	106
a) Partie technique	106
b) Partie financière	108
c) La physionomie particulière de la reprise de l'activité dans l'industrie textile.....	109
B) La reprise de l'activité industrielle dans l'ensemble des départements victimes de l'invasion	112

BIBLIOGRAPHIE	116
---------------------	-----
